

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

L'ORDRE OLYMPIQUE

REGNE A MUNICH



la "trêve" rompue

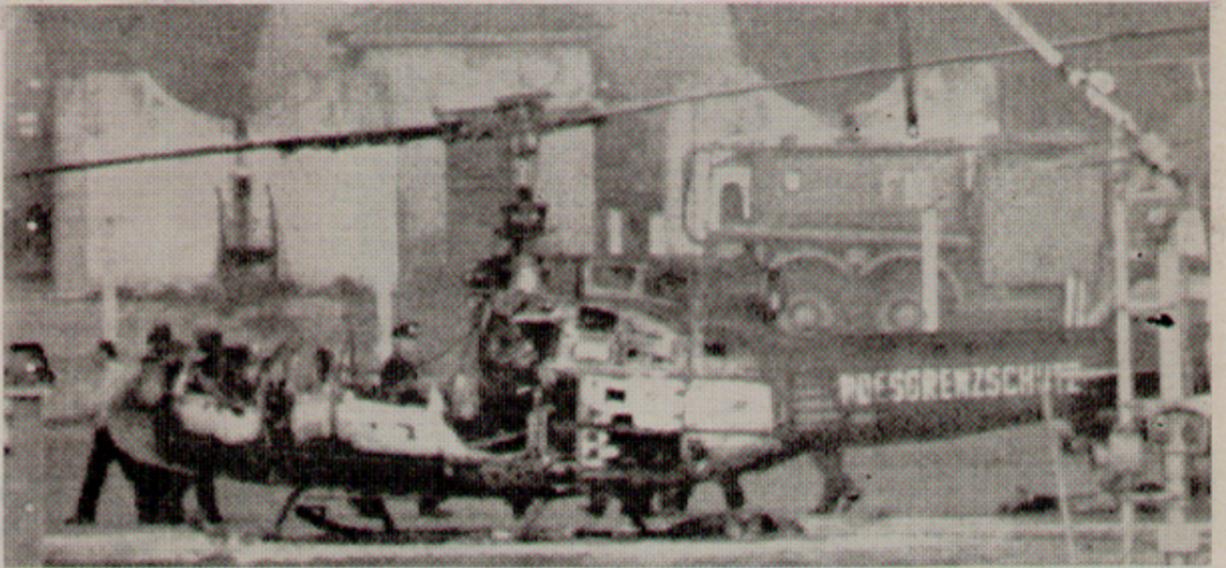


photo U.P.I.

■ Au lendemain de la « tragédie » de Munich, le concert des bonnes consciences est unanime : gouvernants, idéologues, plumitifs de la grande presse, tous suent l'indignation la plus vive et affectent un chagrin inconsolable. *L'Équipe* et *L'Aurore* donnent le ton : « On est indigné, horrifié par l'attentat de Munich qui, au-delà de sa lâcheté insigne, apparaît comme un double crime : contre l'homme d'abord, mais aussi contre l'une des dernières idées nobles et généreuses de ce monde de violence, l'idée olympique ».

La Sainte-Alliance des hypocrites

Indignation de commande ! Jamais nous n'avons entendu ces personnages, tellement à l'aise dans leur peau de chantres du monde libre, manifester l'ombre même d'une réprobation à l'égard des crimes de l'impérialisme qui ensanglantent le monde ; *L'Aurore*, par ailleurs propagandiste consciencieux de la mission civilisatrice des USA en Indochine, s'est toujours distinguée par une xénophobie antiarabe à tous crins. Lorsqu'à Mexico à l'automne 68, l'armée du régime massacra trois cents manifestants sur la place du Tlatelolco, *L'Équipe*, renvoyant dos à dos assassins et assassinés, réserva son indignation pour protester contre une irruption aussi malséante de la violence dans la paix apolitique des Jeux Olympiques. C'est que, pour ces messieurs, la violence n'est scandaleuse que lorsqu'elle vient contester l'ordre de boue et de sang qui sert de cadre à la farce dérisoire des Jeux Olympiques.

Le mythe de la trêve, de la paix, de la fraternité olympiques dans un monde qui transpire par tous ses pores la violence impérialiste n'est qu'une illusion sinistre entretenue par une mafia d'affairistes et d'idéologues véreux. Ces bons apôtres s'emploient consciemment à détourner l'attention de millions de personnes de la réalité des luttes de classes. Comme celle de tous les réactionnaires, la politique rétrograde de messieurs Brundage et Cie se présente sous les dehors de l'apolitisme. Apolitique, l'invitation à la Rhodésie raciste, apolitique la vieille sympathie de monsieur Brundage pour l'Allemagne nazie et sa conception des « élites » sportives et autres...

L'impasse politique du « Septembre noir »

Il ne nous appartient pas de nous faire les avocats du groupe « Septembre Noir ». Soyons sûrs que cette action a soulevé l'enthousiasme des milliers de déshérités palestiniens ; ceux-là à juste titre comprennent cette action est un acte de guerre contre le sionisme et l'impérialisme. Juste titre comprennent que cette action est un acte de guerre contre le sionisme et l'impérialisme. Cela est une chose. Une autre est l'appréciation que nous portons sur le cas précis de cet acte de guerre que nous considérons politiquement inefficace. Tout en reconnaissant le courage et le sacrifice de ces militants, il n'en demeure pas moins que les initiatives de ce genre ne contri-

buent nullement à relancer et réorganiser la résistance palestinienne détruite dans sa masse par la contre-révolution arabe qui a tiré avantage des erreurs politiques de la direction du mouvement de libération palestinien. L'action de Munich est l'expression de la paralysie présente du mouvement palestinien. Le groupe « Septembre Noir » ne comprend pas que les dirigeants israéliens en aucun cas de figure, que ce soit à Munich ou à Lod, ne se départiront de leur attitude de fermeté : quelle que soit en effet l'issue de ces coups de main, que les otages israéliens soient exécutés comme à Munich ou libérés comme lors de la prise de l'appareil de la Sabena, la clique régnante en Israël joue gagnant, car c'est chaque fois la démonstration du petit peuple martyr assailli par les projets les plus criminels qu'elle est en mesure de refaire avec succès aux yeux des masses israéliennes.

Le développement de cette politique absurde du « septembre noir » a des racines objectives précises. Elle reflète l'état de dislocation idéologique et politique de l'avant-garde palestinienne consécutive aux défaites de septembre 70 et 71. Ceux qui, comme les dirigeants du Kremlin, les dirigeants égyptiens et les nationalistes petits-bourgeois à la Arafat portent une responsabilité considérable dans le dévoiement et l'écrasement de la lutte du peuple palestinien, ceux-là sont aussi parmi les coupables. Critiquer la tactique putschiste désespérée du septembre noir, c'est mettre le doigt sur la responsabilité historique de ces bureaucrates contre-révolutionnaires.

Avec l'indignation de seconde main se donnent libre cours les débordements humanistes les plus indécents des marchands de sommeil de la presse et des gouvernements bourgeois. Dans la presse pourrie, le cadavre israélien se vend bien. Mais c'est oublier que les véritables assassins des otages, ce sont les policiers bavarois qui ont déclenché l'opération catastrophique que l'on sait sur l'aéroport de Munich. Il fallait que force reste à la « loi ». Avec la complicité du gouvernement israélien, la police allemande se préparait à la liquidation physique des Palestiniens au mépris de la vie des otages dès les premières heures ; dès 16 heures, on annonçait l'assaut comme imminent. Dans le contexte explosif des luttes de classes qui se déroulent aujourd'hui de par le monde, les tenants de l'État bourgeois savent qu'une attitude molle ou indécise dans de telles occasions prend une valeur de test et de tremplin pour l'exercice de la violence révolutionnaire. La mort ou la survie des otages est strictement indifférente à ces messieurs d'un point de vue « moral ». Seule la démonstration politique compte, et celle-ci enseigne que la fermeté est la seule attitude conséquente : de l'affaire Salustro en Argentine, à celle de Munich, en passant par l'affaire Buffet-Bontems en France, les jalons sont nombreux sur la voie de cette politique de « fermeté » de l'État bourgeois.

Et les jeux continuent... Sur le plan commercial comme sur le plan politique, l'énorme

machine des Jeux Olympiques est beaucoup trop imposante pour qu'on la laisse enrayer par les cadavres de quelques athlètes israéliens. La cérémonie commémorative promptement expédiée, les coureurs vont pouvoir retourner à leur tartan, les boxeurs à leurs gants, les journalistes à leurs micro et les officiels à leurs chronomètres. Le bon peuple sera invité à nouveau à s'exalter sur le gain de quelques dixièmes de secondes, de quelques centimètres ; le cirque reprend ses droits comme si de rien n'était avec ses rites para-militaires et ses débordements de chauvinisme grotesques. A coup de reportages, de gros plans télévisés sur la foire aux muscles, on tentera à nouveau d'exorciser le fantôme de la lutte des classes qui vient de faire si violemment irruption à Munich. En vain : le mythe des Jeux Olympiques, îlot de la paix impérialiste, s'est effondré le mardi 5 septembre à minuit sous les balles de la police allemande. Définitivement.

Michel Lenoir

communiqué

■ Les organisations soussignées qui se sont associées pour une campagne anti-olympique dénoncent l'alliance sacrée internationale qui s'est formée contre l'action d'un commando du « Septembre Noir » à Munich : les massacreurs du peuple indochinois, les fabricants de procès staliniens en Tchécoslovaquie — ainsi que Brundage qui a su en son temps soutenir une véritable « barbarie », le nazisme — atteignent un degré particulièrement élevé d'hypocrisie en défendant la « paix olympique » contre cette action... Les super-puissances, tous les États du monde, ne se sont jamais souciés du peuple palestinien, quand ils ne l'ont pas réprimé dans le sang. Leur pleurs sur ce qui se passe actuellement n'ont pas été aussi importants lors des massacres de 1947 en Palestine ou de 1970 en Jordanie.

Les organisations soussignées, fidèles à l'internationalisme prolétarien, affirment, contre une campagne de presse hystérique, leur solidarité avec la lutte du peuple palestinien dans sa résistance contre l'état sioniste et les régimes arabes pour s'opposer à la « persécution raciale contre trois millions de palestiniens, tout aussi bien contre les juifs orientaux » (communiqué du Septembre Noir, 5.9.72).

Après avoir orchestré un déchaînement rare d'humanisme-bidon, les bourgeoisies allemande et israélienne n'ont pas reculé devant une tuerie préméditée : voilà les véritables responsables.

Le voile hypocrite des JO tentant de masquer les guerres d'agression, l'exploitation et l'oppression a été complètement déchiré. La mascarade a dû prendre fin. Les gouvernements pleurent sa mort...

le 6.9.72.

Alliance Marxiste Révolutionnaire ; Gauche Marxiste ; Ligue Communiste (SFQI) ; Organisation Communiste Libertaire ; Organisation Révolutionnaire Anarchiste ; Révolution I.

Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE
(section française de la IVème Internationale)



Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

rouge hebdomadaire de la ligue communiste

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Charles Michaloux

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Henri Weber

SECRETARIAT DE REDACTION : J.P. Beauvais, Michel Lenoir, Charles Michaloux, Philippe Sabathé, Michel Thomas, Christiane Tillier, Gérard Vergeat, Henri Weber, Alain Krivine.

COMITE DE REDACTION : Michel Beauchamp, Daniel Bensaïd, Alain Bertrand, Yves Clément, J. Fompeyre, C. Gabriel, Nicolas Hach, Joseph Krasny, Eric Laurent, Anne-Marie Lespinasse, Felix Lourson, Camille Paulet, Luis Rafaél, Pierre Rodolphe.

MAQUETTE ET ILLUSTRATION : Messen, Piotr, l'Helgouach, Claude

10 impasse Guéménée Paris (4) tel 272 68 82 ou 88 96
impression : S.A.I.E. Moriamé, 61 fg Poissonnière Paris (9)

les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation

le plan d'edgar

Aux journalistes venus lui demander quel était son programme, le nouveau secrétaire général de l'UDR, Alain Peyrefitte répondait laconiquement: «gagner les élections».

L'échéance électorale de mars 73 pèse en effet lourdement sur la rentrée politique. Elle détermine le comportement du pouvoir et des partis.

La coalition gouvernementale aborde cette épreuve avec un peu moins d'angoisse qu'il y a six mois. C'est que (au prix d'une nouvelle aggravation de la crise monétaire internationale) l'expansion est forte aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, en Allemagne fédérale. Cette expansion rafferme profite au capitalisme français. Le rythme annuel de croissance sera cette année plus fort que prévu. Estimé initialement à 5,2 % et même à 4,7 % en janvier, il atteindra probablement les 6 % selon Valéry Giscard d'Estaing. Le taux de couverture des importations par les exportations passe de 103 % à 105 %. L'équilibre de la balance commerciale est, selon le ministre, durablement assuré. Les réserves de change atteignent le montant record de 8 millions de dollars. Le franc est très ferme sur le marché des changes. Les profits sont exceptionnellement élevés (d'où la hausse de 30 % de la Bourse depuis le début de l'année). L'accélération de l'expansion et la hausse des prix ont augmenté les rentrées fiscales, assurant un quasi-équilibre du budget. Le nombre des chômeurs s'est stabilisé et même régresse légèrement.

Certes, cette expansion est fondamentalement malsaine: elle se fait au prix d'une inflation galopante, à laquelle le pouvoir semble se résigner (tout au moins jusqu'aux élections!). La même politique à courte vue étant appliquée par tous les gouvernements, on imagine à quel point ces «expansions électorales» sapent en profondeur le système monétaire international. Les «facilités» actuelles préparent de durs réveils. Il n'en reste pas moins qu'à court terme, la bourgeoisie française dispose de marges de manœuvre qu'elle va s'efforcer de monnayer en vue de maintenir ses positions électorales.

Aumône électorale aux laissés pour compte

Présenté solennellement à la presse le mercredi 6 septembre, le «Plan Edgar» vise à donner à peu de frais une image de marque «sociale» au nouveau gouvernement.

Ce plan comporte deux volets. En premier lieu, il édicte une série de mesures immédiates, consacrant 2,5 milliards de francs à l'amélioration du sort des familles, des veuves et des retraités. Les abattements de zone des allocations familiales sont supprimés. L'allocation vieillesse minimum est majorée de 23 %. Elle passe à 4500 F par an (12 F par jour!) à partir du 1er octobre. Le montant des retraites de la sécurité sociale est désormais calculé sur les salaires des dix meilleures années (et non plus des dix dernières). L'âge d'ouverture du droit à la pension de reversion des veuves est abaissé de 65 à 55 ans. La revalorisation périodique du SMIC sera supérieure à l'augmentation des prix et à l'évolution moyenne des salaires, promet encore Edgar. Une commission est mise sur pied pour étudier sa mensualisation. Ce premier volet est une réplique à l'action syndicale en faveur de la retraite à 60 ans et du SMIC à 1000 F. Il vise à gagner les voix des «laissés pour compte» de l'expansion, catégories sociales flottantes, dont le pouvoir espère gagner la reconnaissance devant tant de générosité.

L'économie de participation

Le second volet du plan gouvernemental comporte une série de vagues options en faveur de la classe ouvrière, qui ont en commun, outre leur imprécision, l'avantage de ne rien coûter au gouvernement.

La réforme du droit de licenciement est «envisagée», de même que l'amélioration des conditions de travail. Une «agence nationale pour l'économie de participation» est créée. Les entreprises qui adhéreront à cette agence bénéficieront de ses conseils. La législation sur les sociétés à capital variable et les coopératives de main-d'œuvre serait modifiée «afin de créer un nouveau type de société où les droits du capital ne seraient plus prépondérants», etc..., etc...

Ces options, qui feront l'objet, après étude, de projets de lois ont pour ambition de «mettre en marche un mouvement irréversible de transformation de la condition du salarié».

Il s'agit de promouvoir, assure Pierre Messmer, «au delà du socialisme totalitaire que nous refusons, au delà du capitalisme traditionnel que nous refusons aussi, une économie de participation grâce à laquelle les Françaises et les Français sauront à la fois se sentir plus responsables et par conséquent aussi plus dignes dans leur vie professionnelle et dans leur vie personnelle». En bref, il s'agit, sans débours, de relancer la politique de participation en vue de l'intégration du mouvement ouvrier.

Gare au boomerang

Destiné à acheter la trêve sociale jusqu'aux élections, ce plan est tellement dérisoire que même la presse bourgeoise ne peut s'empêcher d'ironiser. «Mesures marginales qui laisseront sur leur faim les syndicats les plus contestataires» déplore le Figaro du 7 septembre. Et M.P. Hamelet d'ajouter: «que les familles, les veuves, les handicapés, les vieillards démunis de ressources fassent l'objet des résolutions du pouvoir, quoi de plus naturel en effet? L'on ne pourrait que s'étonner qu'une telle préoccupation arrive si tard...».

Il est difficile de ne pas remarquer en effet que les mesures préconisées sont plus qu'érodées par la hausse des prix. Présentes et prochaines, les timides mesures anti-inflationnistes mises en œuvre par Giscard étant de toute façon incapables d'atténuer la flambée.

Les difficultés de cette politique sautent aux yeux. L'accélération des hausses des prix, l'aggravation des conditions de travail et d'existence avivent le mécontentement des travailleurs et attisent leur combativité. A ces travailleurs, Messmer déclare: «La France est un pays prospère, prospère par rapport au passé, prospère aussi par rapport à d'autres pays voisins ou plus éloignés». Et simultanément il leur concède des mesures dérisoires qui les convainquent qu'on peut obtenir satisfaction sans toutefois les satisfaire.

Dans ces conditions, on peut s'attendre, malgré la politique conciliatrice des directions ouvrières soucieuses avant tout de ne pas effrayer l'électeur, à la réédition de luttes ouvrières dures, du type de celles qui ont marqué le second trimestre 72. L'occupation de l'usine Baroclem (450 salariés) de Grand Quevilly, dans la banlieue rouennaise, depuis le 31 août, augure bien de la rentrée.

Henri WEBER

15 Sept.:

tous au gala de solidarité avec les jeunes travailleurs

3ème MOIS DE LUTTE

La grève continue, malgré les vacances, malgré les chantages de la direction, malgré les menaces d'expulsion. Rien n'y a fait, les jeunes travailleurs se refusent à continuer de vivre dans les foyers-casernes où le patronat veut les parquer.

Dans les faits, ils ont imposé le droit de visite et la liberté d'expression. Quelle que soit l'issue de la lutte, plus rien ne sera jamais comme avant.

Le 18 septembre, un jugement doit être rendu pour savoir si l'augmentation de 40 F. est justifiée, savoir si 500 jeunes travailleurs doivent, oui ou non, être jetés à la rue.

Le 15 septembre, à la Mutualité, un gala est organisé par le comité de grève et le comité de soutien, pour briser le mur du silence, pour montrer qu'ils ne sont pas isolés.

La solidarité de tous est vitale. Notre solidarité est un acte militant.

FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS EN LUTTE: SOLIDARITE!

TOUS AU GALA avec Catherine Leforestier Pierre Barouh François Beranger Luis Cilia etc...

15 SEPTEMBRE 20h30

COMITÉ CENTRAL DE GRÈVE
COMITÉS DE SOUTIEN

Dernière minute

Augmentation de 15f au foyer Daviel à Paris! Une assemblée générale des résidents décide la grève des pensions. Un comité de grève est élu.

Ledru Rollin, Massena, Tolbiac, Didot, Bobillot subissent également

l'augmentation; la riposte s'organise. Les grévistes de l'ALJT ont montré la voie. Daviel, Ledru, Massena, Tolbiac, Didot, Bobillot les rejoignent dans la lutte. Leur victoire sera commune.

démocratie avancée

Dans son dernier numéro, « Lutte Ouvrière » apporte un certain nombre de précisions sur le boycott dont elle a été l'objet de la part du syndicat du livre CGT.

On se souvient que, fin juin, le syndicat des NMPP, s'élevant en censeur suprême, décidait de bloquer un certain nombre de numéros de « Lutte Ouvrière ». Ce blocage toucha successivement les dépositaires du Sud-Ouest et du Sud-Est, puis ceux du Nord, de l'Est et de l'Ouest, puis à nouveau ceux du Sud-Ouest : au total, estime L.O., plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires ont été ainsi perdus.

Dès le début de ce scandale, les organisations révolutionnaires, les syndicats de journalistes, plusieurs sections syndicales et de nombreuses personnalités avaient désapprouvé ces méthodes, ce qui avait contraint le syndicat NMPP et la Fédération du livre CGT à reculer. C'est ainsi, imperturbable, que l'« Humanité » du 20 juillet se félicite de cette affaire (« l'expédition de « Lutte Ouvrière » a donc été stoppée deux fois. Elle pourrait l'être une troisième fois si les groupuscules trotskystes ne se décidaient pas à ficher la paix aux travailleurs des messageries ») cependant que l'« Humanité » (la même !) du 3 août affirmait que le blocage n'avait jamais eu lieu (« le comité intersyndical met au défi la direction de « Lutte Ouvrière » de prouver que son titre a été bloqué »)... Quand « Lutte Ouvrière » proposa à la CGT de venir s'expliquer à la conférence de presse qu'elle organisait, la CGT ne répondit pas, se cantonnant dans un silence somme toute éloquent. L.O. proposa ensuite qu'une réunion fût organisée, dans laquelle chacune des parties exposerait l'affaire devant des journalistes et des représentants des syndicats de journalistes : même silence de la part de la CGT, qui semble ainsi avoir totalement oublié le « défi » qu'elle avait lancé.

L'affaire en est là aujourd'hui. Il est clair qu'aucun militant ouvrier ne peut accepter ce genre de scandale, que les différentes tendances du mouvement ouvrier doivent pouvoir s'expliquer et polémiquer entre elles sans qu'interviennent des mesures de censure de cet ordre, qui laisse mal augurer de la « démocratie avancée » chère à Marchais et à Séguy.

M.B.

c.f.t sur le fil

Ainsi donc, la CFT n'est pas encore, officiellement, un « syndicat représentatif » des travailleurs français. C'est ce qu'a répondu, le 31 août dernier, Edgar Faure à Georges Séguy.

Le patron de la CFT, Simakis, fait la grimace. Après l'éviction de Chaban et de son conseiller en matière sociale, Jacques Delors, il espérait bien pourtant voir son organisation décorée par le nouveau gouvernement du titre de « représentative ». Tous les espoirs lui étaient permis. Son bon ami, Poncelet, n'est-il pas secrétaire d'État aux affaires sociales, aux côtés d'Edgar Faure ? Ce même Poncelet qui participa, en janvier dernier, à une réunion secrète chez Tomasini avec Simakis et d'autres pontes de la CFT.

Dans une lettre (correspondance interne entre gros bonnets de la CFT), révélée par la « Vie Ouvrière », on apprend que : « Différentes personnalités avaient pensé faire plaisir à la CFT en dégageant, cette année, un nouveau siège de membre de section » au Conseil Économique et Social. Parmi ces amicales personnalités, on



trouvait, bien sûr, Messieurs Poncelet et Tomasini.

Ces intenses magouilles ne sont pas suffisantes. Le gouvernement n'est pas encore prêt à provoquer ouvertement le mouvement ouvrier en reconnaissant la CFT. Bien au contraire, Edgar Faure a l'air décidé à « faire du social » en vue des prochaines élections. Par ailleurs, les barbouzes de la CFT ne donnent vraiment pas de leur « syndicat » une reluisante image de marque. L'affaire d'Issy les Moulineaux a fâcheusement attiré l'attention sur les méthodes fascistes employées par les sbires de Simakis.

Comme, d'autre part, Toto-la-gaffe, protecteur attiré du gang CFT, a dû céder la place à la tête de l'UDR à une potiche plus discrète, il était en définitive prévisible que Simakis allait se faire coiffer sur le fil. Mais les « militants de base » de son « syndicat » vont, eux, continuer à sévir contre l'avant garde ouvrière dans les entreprises. Et sur ce terrain-là, la classe ouvrière ne peut avoir confiance qu'en elle-même pour les mettre hors d'état de nuire.

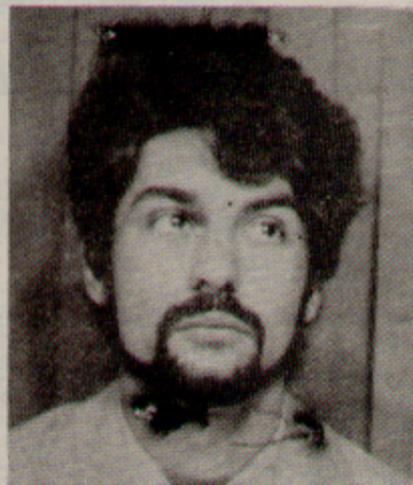
Y.C.

les nôtres

Nos camarades Eric BIRGER et Dina PAPERMAN ont disparu dans un accident de montagne survenu fin août en Vanoise. L'un et l'autre militaient à Strasbourg au sein de la section locale de la Ligue Communiste.

Dina, âgée de 24 ans était étudiante. Elle militait depuis deux ans à la Ligue dont elle couvrait particulièrement l'activité Indochine à Strasbourg.

Eric, âgé de 24 ans était maître-assistant à la faculté des sciences de Strasbourg. Militant actif du PCI (section française de la 4ème Internationale) et de la JCR avant 1968, il fut un des éléments moteurs du développement de la Ligue Communiste dans l'ouest parisien puis dans la direction de ville de Strasbourg.



quand la police protège ordre nouveau

Depuis le 18 juin, Ordre Nouveau tente de s'imposer sur le marché Convention, dans le 15ème arrondissement de Paris : attaques contre des commerçants, menaces contre les vendeurs de « Rouge », agression contre des militants (cf Rouge n°169).

Le dimanche 3 septembre, la Ligue Communiste décide d'être présente en force : les vendeurs de « Rouge » occupent leur point de vente habituel et le haut du marché, où jusqu'ici Ordre Nouveau vendait sous la protection de la police. Jusqu'à 10 h 30, les néo-nazis ne donnent pas signe de vie. A 10 h 45, Alain Robert, membre du BN d'Ordre Nouveau, parlemente avec le commissaire de police présent sur place : il obtient la garantie que ses vendeurs seront protégés. Un tract unitaire, signé de plusieurs organisations d'extrême-gauche, laisse en effet entendre que la présence des nervis ne sera plus tolérée sur le marché. A 11 h, les fascistes s'intallent sur le marché protégés par un cordon de policiers. Des âmes bien pensantes jugeront qu'il n'y a là rien de très anormal : dans notre belle démocratie, la police n'est-elle pas là pour faire respecter l'ordre et empêcher les « extrémistes » de s'affronter ? Mais, ce jour-là, la police ne s'est pas contentée de s'interposer : dès l'arrivée des vendeurs d'Ordre Nouveau, les flics commencent à refouler les vendeurs de « Rouge » hors de leur point de vente. Les militants refusent. Alors, la police frappe. Aveuglement : des militants sont roués de coups ; dix flics s'acharnent sur une femme qui protège son fils, totalement étranger à l'affaire mais porteur de cheveux longs, tombé à terre après un coup de matraque. Des militants essaient de s'interposer. Un d'entre eux, Philippe Peker, est arrêté. Il est aujourd'hui inculpé de coups et blessures à agent.

Ce qui s'est passé ce jour-là n'est pas un incident parmi d'autres. C'est la preuve, une fois de plus, de la façon dont le régime s'accommode avec les groupes fascistes, les bandes parallèles : les flics avaient dû renoncer, il y a deux ans, à empêcher une présence de la Ligue sur le marché. Celle-ci bénéficiait du soutien actif de la population et avait réussi à s'imposer. Alors, quand les moyens « légaux » sont usés, on en emploie d'autres : en l'occurrence, faciliter par tous les moyens la présence d'Ordre Nouveau sur ce marché.

Des faits :

— La police n'a jamais inquiété les nervis qui, le 18 juin, ont agressé des commerçants sur le marché. Une plainte a pourtant été déposée.

— Le 3 septembre, le militant de la Ligue dont l'appartement a été mis à sac la semaine précédente reconnaît formellement un de ses agresseurs sur le marché. Il prévient le commissaire de police, présent sur les lieux, auprès de qui a été déposée la plainte. Celui-ci répond qu'il n'a pas le temps de faire quelque chose. Une heure plus tard, il demande à notre camarade de lui désigner le suspect. Celui-ci n'est plus là : il a eu le temps de disparaître.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les vertus de la démocratie et de la justice bourgeoises. Nous ne comptons pas sur elles pour empêcher les nazis de nuire. Mais, lorsque cette même justice inculpe au bout de deux jours un vendeur de « Rouge » et laisse toujours courir les agresseurs nazis, les limites de la décence sont dépassées.

Il faut souligner un autre fait : la gêne de certains flics à accomplir ces basses besognes. Chaque dimanche, une compagnie différente est affectée à la protection d'Ordre Nouveau. Car les militants de la Ligue expliquent ce qui se passe, dénoncent par tracts, par prises de parole, le rôle que joue la police. Et on a pu voir certains flics renâcler devant les ordres de leurs gradés, et même avouer à des vendeurs de « Rouge » qu'ils « n'étaient pas fiers ».

Il est probable que lorsque ce numéro de « Rouge » sera vendu sur le marché Convention, ce seront des CRS ou des gardes mobiles qui protégeront Ordre Nouveau : ils sont plus efficaces et surtout mieux tenus en mains, plus aptes à ne pas se poser trop de questions sur les ordres que leur donne un ancien dignitaire de Vichy, Mr Marcellin.

La Ligue restera présente sur ce marché. Elle appellera la population à riposter à la présence toujours plus importante de la police et de ses supplétifs.

Nous défendrons Philippe Peker, incarcéré à Fleury-Mérogis, dont le seul délit est d'être anti-fasciste.

Nous montrerons que les fascistes ne doivent leur survie politique qu'aux complicités dont ils bénéficient dans l'appareil d'État, qu'ils ne doivent leur intégrité physique qu'à la protection d'une police trop zélée.



photo Gamma

travailleurs immigrés

L'embauche à Citroën

pieds et poings liés

Comment la circulaire Fontanet-Marcellin transforme les travailleurs immigrés en soupape de sécurité du marché de l'emploi

Enfin, c'est fait ! L'« immigration sauvage » est supprimée. Désormais, plus d'« anarchie », mais un « contrôle », une « organisation » de l'immigration qui va s'inscrire « harmonieusement dans le cadre plus général de la politique de l'emploi ».

Tous les maux de l'économie française venaient de là. Fontanet et Marcellin ont trouvé la solution. Il suffisait d'« une meilleure insertion dans notre économie nationale des étrangers venant en France ».

Déjà mise en application, la circulaire Fontanet-Marcellin n'est pas une nouveauté. Ces mesures ont été préparées de longue date par le gouvernement français. Déjà la commission pour l'emploi du VIème plan recommandait « de maîtriser mieux les introductions de travailleurs étrangers afin d'assurer une liaison correcte avec le marché intérieur ».

Déjà la réduction du contingent algérien, de 35 000 à 25 000 par an, constituait une première mesure en ce sens.

« Pour permettre d'assurer une protection efficace du marché national de l'emploi »

Désormais, avant d'obtenir l'autorisation de travailler en France, les travailleurs étrangers devront attendre que l'Agence Nationale pour l'Emploi « recherche avec soin s'il n'existe pas un travailleur du marché national (Français, ressortissant de la CEE ou travailleur étranger en situation régulière) disponible et apte à l'emploi offert ».

La méthode n'est pas nouvelle. Diviser pour régner, c'est une loi du patronat : la circulaire Fontanet cherche à diviser les travailleurs français et immigrés, en invoquant l'« intérêt national » et les néces-

sités de l'économie française, à diviser les immigrés entre eux en constituant des catégories bénéficiant d'un régime préférentiel.

Le gouvernement avait besoin d'un bouc émissaire pour faire passer ses mesures anti-ouvrières. Il l'a trouvé : c'est l'immigré. C'est lui qu'on va rendre responsable de la montée vertigineuse des prix. Ce sera lui la cause du chômage, stabilisé à son niveau le plus haut depuis la seconde guerre mondiale (640 000 chômeurs) et qui risque encore de s'accroître.

Le patronat français se débat pour garder une place honorable au niveau international et tente de prendre la première place au niveau européen. Il rationalise, restructure, liquide les secteurs non rentables. Mais c'est à la classe ouvrière de payer la note !

Les immigrés sont les premières victimes. Déjà à Wendel Sidelor, les premiers licenciés furent les 4 000 travailleurs immigrés.

Le contrôle strict de l'immigration, c'est pour le gouvernement un formidable moyen de pression sur la classe ouvrière française dans son ensemble. C'est le moyen de contrôler, de maîtriser un volant de chômage suffisant pour « créer une certaine détente sur le marché du travail et résister à la pression sociale » (Pompidou), mais pas trop important afin d'éviter une montée des luttes sociales.

Pour faire passer sa politique, le patronat a besoin d'une main d'œuvre docile, qui accepte sans broncher les conditions des patrons. Les immigrés, au cours de l'an passé surtout, ont montré qu'ils n'étaient pas toujours cette main d'œuvre docile, que de plus en plus souvent ils entraînent en lutte, aux côtés de la classe ouvrière française.

Cela le patronat ne pouvait l'accepter.

« La carte de séjour et le contrat ou la carte de travail dont sera titulaire un étranger auront la même durée de validité dont le point de départ sera identique ».

L'objectif est clair ! En liant durée du séjour et durée du travail des travailleurs immigrés, la circulaire les lie directement au patron. Pour avoir l'autorisation de séjourner en France, le travailleur immigré devra garder à tout prix son travail, rester dans la même entreprise, quels que soient son salaire, ses condi-

tions de travail, le respect ou le non-respect du contrat par le patron. Désormais il n'a d'autorisation de travail que pour cet employeur. S'il le quitte, plus de carte de travail, donc plus de carte de séjour... C'est l'expulsion.

Et gare à ceux qui oseraient bouger ! Aux fortes têtes, à ceux qui luttent, à ceux qui oseront se présenter comme délégués, le patron refusera de renouveler le contrat de travail ou de délivrer l'indispensable certificat de présence au travail ou de délivrer l'attestation de logement. Et dehors !

Gare aussi à ceux qui oseront remettre leur situation en cause, à ceux qui voudraient changer de profession. Ils sont là pour un travail précis. Ils n'ont plus à en changer. La formation est interdite. « Sauf cas très exceptionnel, un refus devra être imposé à toute demande de changement de profession lorsque le travailleur n'aura pas exercé effectivement pendant au moins un an la profession pour laquelle il a été introduit ou obtenu la régularisation de sa situation ».

Et quel moyen idéal pour réduire l'indice officiel du chômage ! Combien en effet se risqueront à se déclarer chômeur quand ils savent que cela signifie leur expulsion dans les trois mois ?

Mais cela ne suffisait pas.

Marcellin est dans le coup

« Les démarches d'autorisation de séjour et de travail sont souscrites en même temps auprès du service unique compétent pour le lieu de domicile de l'étranger »

Et quel est donc ce service compétent ? Le commissariat de police !

Désormais, c'est le commissariat de police du quartier qui centralisera tout ce qui concerne les travailleurs immigrés. C'est à lui que les travailleurs immigrés devront fournir un dossier complet sur leur situation : séjour, travail, logement, situation familiale, etc... Et chaque commissariat aura un fichier régulièrement tenu à jour de tous les immigrés de la localité.

C'est la légalisation de l'insécurité permanente pour les travailleurs immigrés, c'est la couverture légale à toutes les mesures policières qui les frappent régulièrement.

Et même ceux qu'on avait voulu opposer à la masse des autres travailleurs immigrés en les faisant « bénéficiaire d'un régime préférentiel » sont visés : « Les « contrôles réglementaires » seront effectués par les agents des mairies, commissariat de police ou préfecture de police ».

Le gouvernement donne à Marcellin les moyens de frapper en toute légalité. Et ses subordonnés pourront intimider, matraquer de plus belle sans que les victimes puissent bouger.

Que d'avantages pour Marcellin : plus d'expulsion qui fait scandale, plus d'agitation autour de chaque cas, plus d'affaire

« Un hébergement dans des conditions décentes et à un prix normal »

■ Ce n'est pas une revendication, comme on pourrait le croire. C'est la condition pour que les travailleurs immigrés puissent obtenir leur carte de travail et de séjour. Ils devront désormais fournir une « attestation de logement, partie intégrante du contrat de travail » qui en sera garantie.

C'est la généralisation des foyers patronaux ! Lié à l'employeur par son contrat de travail, son certificat de présence au travail, l'interdiction de changer de patron et d'emploi, le travailleur immigré devra en plus loger obligatoirement dans un bidonville d'entreprise ou des baraques de chantier, pompeusement rebaptisés « foyer » pour la cause.

Quel avantage pour le patron ! Non content de surveiller, réprimer, contrôler les travailleurs immigrés pendant le temps de travail, les patrons pourront désormais, comme à Citroën, les tenir à leur merci de façon permanente. Ils pourront ainsi, dépister les militants, contrôler les visites, faire régner une discipline de fer par leur garde chiourme ou, comme à Citroën, faire fouiller systématiquement par les flics de la boîte avec l'accord du « directeur » du foyer les affaires des travailleurs immigrés pour voir s'ils possèdent des tracts syndicaux ou politiques.

Lorette Fonseca ! Ce sera la direction départementale de l'Emploi qui fera le travail. « Dans l'hypothèse où la préfecture refuse le renouvellement du titre de séjour, vous êtes immédiatement informés. Le dossier est alors à classer sans suite ». La carte de travail ne sera pas renouvelée et le tour est joué.

C'est la légalisation d'une répression organisée et systématique, habilement camouflée, contre tous les militants immigrés.

Le gouvernement pouvait bien accepter les lois sur les délégués du personnel et le racisme : il donne à Marcellin tous les pouvoirs pour éliminer les gènes.

Tous unis pour faire reculer le pouvoir

La lutte pour mettre en échec cette circulaire passe par l'unité de tout le mouvement ouvrier. Face à cette attaque, d'une ampleur inégalée depuis les lois de 1945 sur l'immigration, ce sont non seulement les travailleurs immigrés et l'immigration dans son ensemble qui doivent réagir, mais toute la classe ouvrière française et ses organisations qui doivent entrer en lutte.

Une victoire du PCF et de la CGT ?

■ Léon Feix, député communiste, à l'Assemblée Nationale (débat sur l'immigration), constatait que « jamais l'anarchie n'avait été telle, et si développé le trafic des négriers » et réclamait « un contrôle de l'immigration par l'ONI ».

Maitre Parrod, avocat chargé le plus souvent de la « défense » des travailleurs immigrés, ajoute dans l'« Humanité » du 18 Août 71 : « Il conviendrait également d'exiger du patronat une prévision à long terme sur 6 mois à 2 ans des besoins de la profession en main d'œuvre étrangère, en liaison avec l'ONI, pour éviter le chômage (...) et pour ce faire, l'Etat doit limiter l'immigration ».

La CGT surenchérit (« le Peuple », No882) : « Voilà des années que la CGT réclame avec force l'élaboration d'une nouvelle politique de l'immigration qui soit conforme à l'intérêt des travailleurs français et immigrés, à l'intérêt national (...) Les travailleurs développeront l'action pour que soit élaborée une nouvelle politique de l'immigration prévoyant notamment l'entrée des travailleurs immigrés en fonction des besoins réels de l'économie ».

Et le programme trace les perspectives d'avenir : « Les demandes de main-d'œuvre immigrée seront adressées par les employeurs à l'ANE qui aura seule la responsabilité du recrutement des travailleurs immigrés sur la base du contrat de travail »

■ Marette, député UDR, avait constaté lui aussi l'anarchie de l'immigration et réclamait un « contrôle plus strict ».

Fontanet accédera aux demandes de l'UDR. Le Conseil des ministres déclare que « le contrôle de l'immigration sauvage sera amélioré ».

Fontanet s'explique : « Il est évident qu'en période de moindre appel de la production, il serait anormal et contraire à l'intérêt des travailleurs étrangers de les faire entrer en France pour les condamner à devenir chômeurs ».

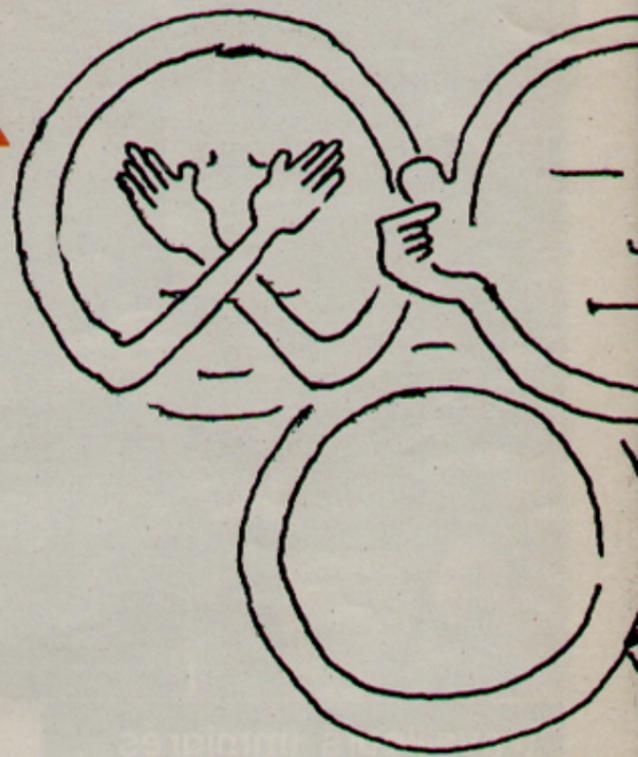
Et sa circulaire est bien entendu destinée à ce que les travailleurs immigrés bénéficient d'une « protection sociale accrue ».

Assurant que « le gouvernement va prendre des mesures pour réduire l'érosion du plein emploi » Fontanet explique : « Pour permettre d'assurer une protection efficace du marché national de l'emploi, les demandes d'introduction de travailleurs étrangers seront déposées auprès de l'agence locale pour l'emploi (...) qui n'acceptera le dossier que si au moins 3 semaines auparavant, l'employeur a notifié aux services de l'agence les offres d'emploi ».

Une exception à la règle :

■ « Les étrangers ayant servi dans la Légion Etrangère et titulaires d'un certificat de bonne conduite, ou dans une unité « combattante de l'armée française ». La circulaire Fontanet-Marcellin n'est pas applicable pour eux. On leur devait bien ça !

les jeux



Dans un article passablement stupéfiant publié par l'Express et intitulé « Jeux Olympiques, la troisième guerre mondiale », le cinéaste Lelouch nous propose son interprétation des Jeux Olympiques : « Une Olympiade, c'est la guerre. Et puisque la guerre, les hommes aiment ça, alors allons-y et offrons-nous 15 jours de haines, de rivalités, de drames, de discussions et de joies ! Munich 72, c'est la 3ème guerre mondiale... L'homme a besoin de se battre comme il a besoin de manger et de dormir ».

Assurément, Monsieur Lelouch qui a fait carrière dans les histoires d'amour à l'eau de rose est un idéologue fasciste qui s'ignore. Écoutons la suite de son beau discours :

« Les hommes à Munich : 3 catégories.

1ère catégorie : la race supérieure... les athlètes... beaux, musclés, le premier choix, produits sélectionnés.

2ème catégorie : ceux qui accompagnent... les profiteurs, les pistonnés.

3ème catégorie : la figuration... le public. Il est là pour prouver que la fête est réussie, on ne lui demande pas son avis, mais seulement d'être à l'heure et discipliné.

Et de conclure : « ce ne sont pas des hommes, mais des soldats, des tireurs d'élite qu'il va falloir faire fonctionner à plein... ».

Déjouer...

Monsieur Lelouch est moins un fou qu'un gaffeur. Car à sa manière il parle du sport et des Jeux Olympiques dans des termes beaucoup plus fidèles et réalistes que ne peuvent le faire les hautes autorités du Comité International Olympique et les « Grands » du monde entier, de Paul VI à Alexis Kossyguine en passant par Richard Nixon, champion olympique du lancement de la bombe à billes.

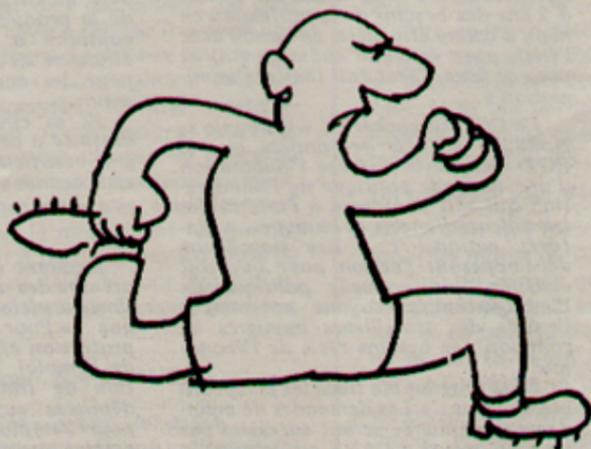
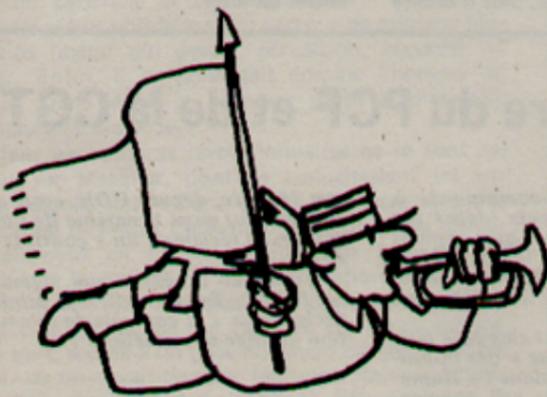
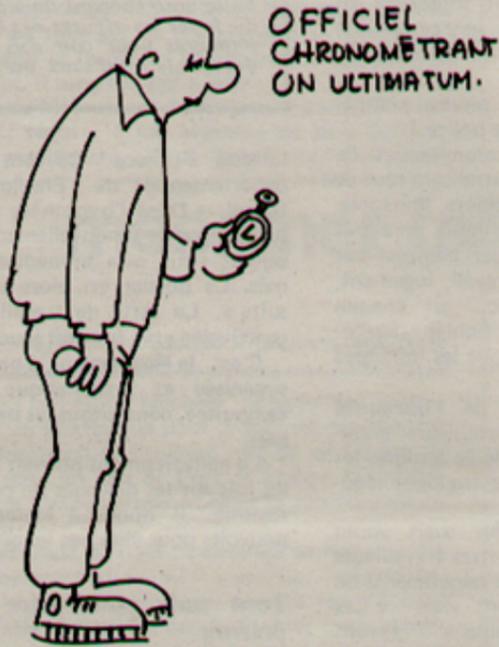
Claude Lelouch met les pieds dans le plat : tandis que ces messieurs s'évertuent à nous convaincre que les Jeux Olympiques constituent la « trêve de paix » par excellence, un des derniers îlots de fraternité et d'égalité humaines dans ce monde bouleversé, une « grande fête de la jeunesse » où peuvent s'épanouir les plus grands talents et les plus grandes vertus, le voici qui proclame la nature guerrière du sport de compétition, qui vient nous rappeler à quel point les Jeux ne font que refléter un monde déformé, déchiré par la barbarie, la violence que l'impérialisme fait subir à l'humanité.

Dans leur cérémonial, leur appareil et leurs rites grotesques mêmes : défilés au pas, levés des couleurs, médailles, embrigadement, « militarisation » des équipes sportives, exaltation des passions chauvines, tout est là pour manifester en gros plan sur les écrans de TV à quel point l'esprit olympique et celui du sport de compétition se modèlent sur une vision profondément militariste, réactionnaire du monde et de l'activité humaine, et qui plus est d'une activité que le sens commun considère habituellement comme un « délassement ». Ce n'est pas pour rien que la direction de l'équipe française est confiée à un colonel ; ce n'est pas pour rien que dans tous les pays, et ceux de l'Est particulièrement, l'armée

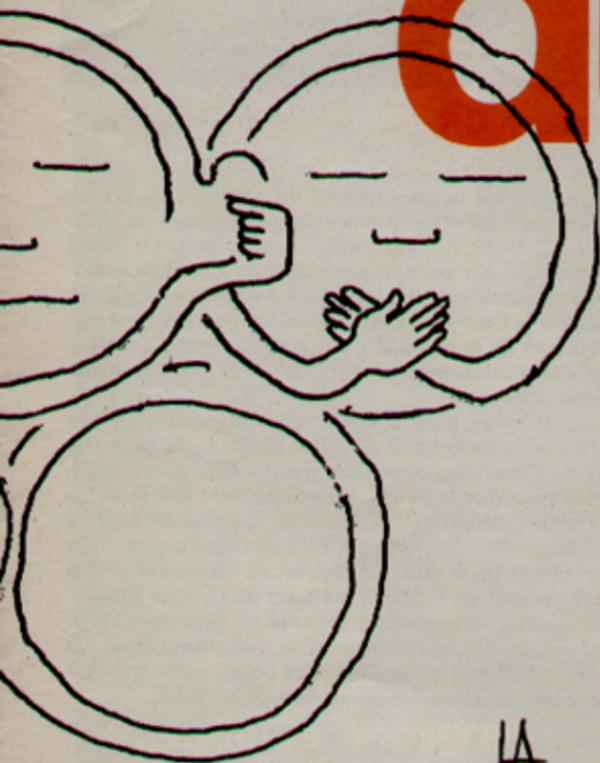
et la police constituent les plus grandes pépinières de champions.

De part en part, l'idéologie de l'olympisme moderne (que ne fait que transcrire de façon un peu crue Lelouch) est imprégnée des préjugés réactionnaires les plus crasses : l'activité sportive n'est pas « délassement », mais **déjouement**. C'est que l'homme, par nature, secrète la haine et l'agressivité ; c'est que l'homme, par nature, ne peut se « réaliser », trouver la joie et l'exaltation qu'en se « dépassant lui-même », en se faisant mal, en développant son aptitude à surmonter la douleur, en se « défonçant », etc... Innombrables sont les lieux communs de la sorte qui émaillent la presse à grand tirage dès que les Jeux Olympiques se profilent à l'horizon et où les relents de fascisme sont aisément discernables. Ce n'est pas pour rien que le film sur les Jeux Olympiques de Berlin 36 « **Les Dieux du Stade** » a servi de tremplin à la propagande nazie. Ce n'est pas pour rien que les idéologues du sport les plus en vue en France sont les Montherlant, Thierry Maulnier, pétainistes et semi-fascistes accomplis...

La « race supérieure », les athlètes « beaux et musclés » dont se repaissent les fantasmes de Lelouch ne constituent pas une anticipation de « l'homme total » de Marx (comme feignent de le penser quelques idéologues stalinien !), mais de piteuses machines musculaires. L'« athlète » moderne, conditionné par un entraînement intensif, robotisé dans ses gestes et ses réflexes, inégalement développé dans ses capacités d'expression corporelle, sacrifié sur le plan de son épanouissement intellectuel, confiné dans une activité parcellaire qui rappelle celle de l'OS attelé à sa chaîne de montage, est à sa manière un **INFIRME**. Embrigadé, caporalisé par l'idéologie sportive chauvine, épié dans tous ses comportements par les cerbères entraîneurs, manipulé dans son corps par les contrôleurs et les « soigneurs », brimé dans sa pratique sexuelle, le champion que l'on hisse sur un piédestal pour l'exaltation des foules, **ne dispose de lui-même en aucune manière**. Il est l'esclave d'une pratique, l'enjeu et le support d'une pollution idéologique qui l'aliène entièrement aux vues réactionnaires de tous les chantres du vieux monde, qu'ils soient entraîneurs, ministres, journalistes, papes ou écrivains. Cette imprégnation complète du champion par l'idéologie la plus



du cirque



réactionnaire, cette robotisation intellectuelle se traduit dès le premier pas qu'il effectue hors de la sphère sportive, dès le premier mot qu'il prononce où il ne soit plus question de records et de médailles : c'est tout naturellement qu'un Michel Jazy, qu'une Marielle Goitschel se trouvent embrigadés dans la propagande gaulliste dès que leur étoile sportive commence à décliner. C'est dans les termes les plus affligeants, les plus indigents et apolitiques que les sportifs français de Munich, tel cette lumière intellectuelle bafouillante qu'est le lutteur Daniel Robin, anonnent comme des perroquets après Brundage et Nixon leur indignation inspirée par le « crime » des « bandits » palestiniens : le surhomme que le monde impérialiste contemporain taille à sa mesure n'est qu'une montagne de muscles décervelée.

Au dessus des classes ?

Le sport de compétition, les Jeux Olympiques ne planent pas au-dessus des classes, des races, des contingences politiques, sociales et économiques comme s'évertue à le faire croire la propagande impérialiste secondée par celle des réformistes en tous genres, des stalinien en particulier. La politique n'a pas attendu le coup d'éclat des Palestiniens à Munich pour faire irruption aux Jeux Olympiques. En 68, les athlètes noirs américains ont su utiliser avec un grand courage et beaucoup de discernement le podium olympique pour rappeler à la face du monde la réalité de l'oppression sanglante de leur peuple, à l'heure où le FBI liquidait physiquement les derniers contingents du Black Panther Party.

Aujourd'hui, Mao et Chou En Lai ont mis la diplomatie du ping-pong en honneur, donnant une allure particulièrement dérisoire à leurs courbettes devant l'impérialisme américain. Nul doute que leur participation à de prochains Jeux Olympiques viendra confirmer cette entrée de la Chine au rang des nations responsables du vieux monde.

L'idéologie impérialiste du sport se plaît à entretenir la fiction de l'égalité absolue des peuples, des races et des nations dès qu'on entre dans l'arène sacrée de l'olympisme. Sur le tartan, sur le sautoir, sur le terrain de

Toutefois, le sportif ougandais, kényan ou brésilien s'affronte à égalité de chances avec le champion US. Tous les rapports de force existant dans le monde se trouvent ainsi nivelés, voilés. L'hymne national éthiopien sera, lors de la remise des médailles, joué avec la même ferveur et écouté avec la même solennité que celui des USA. Le Noir, le Juif, l'Asiatique qui l'emportent se voient gratifiés du même poids d'or exactement que le plus pur Aryen et ovationnés avec la même chaleur par les 100 000 spectateurs. Telle est la grande illusion, la fiction réactionnaire que les Jeux Olympiques ont pour fonction d'entretenir : celle d'un monde où chacun, chaque peuple, chaque nation joue ou perd à égalité de chances. Cette supercherie a une emprise considérable sur des masses gigantesques. Elle constitue et pas seulement pendant la durée des Jeux un dérivatif fantastique aux luttes de classes : que l'on songe simplement au rôle que le football peut jouer comme pilier de l'ordre établi au Brésil, à la fonction politique conservatrice que peut jouer l'embrigadement sportif de masse dans un pays comme la RDA.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que le sport constitue un enjeu colossal pour tous les puissants de ce monde et qu'ils consacrent à la mise en scène des Jeux Olympiques tant d'argent, de sueur et d'énergie. Le CIO n'est pas seulement un repaire de vieux sportifs variqueux, d'idéologues attardés et de milliardaires désœuvrés : c'est une institution politique qui a sa place, comme l'ONU ou l'UNESCO, au rang des piliers les plus solides d'un monde façonné par la barbarie impérialiste.

Que les stalinien de tous les pays, chantres de premier rang du sport de compétition et fer de lance des Jeux Olympiques, donnent en plein dans cette mystification en faisant de l'institution, de l'esprit olympiques un des véhicules privilégiés de la coexistence pacifique, n'est qu'une preuve supplémentaire de leur attachement aux rapports de force existant actuellement dans le monde.

A elle seule, cette fonction politique suffirait à justifier cette débauche d'argent et d'énergie qu'y consacrent gouvernants et idéologues. Mais les Jeux Olympiques sont aussi une réalité économique. Tous les quatre ans, ils fournissent l'occasion à de multiples industriels, trusts et cartels de réaliser des affaires florissantes, de partir à l'assaut de nouveaux marchés, etc... Un industriel français se félicitait récemment sur l'antenne d'un poste périphérique de l'avoir remporté de haute lutte sur ses concurrents allemands pour confectionner la câblerie du toit du stade olympique à Munich. Ainsi, expliquait-il, munis du label olympique, nous aurons des chances de percer aux USA... Les Jeux Olympiques sont, pour ces messieurs, une formidable plateforme publicitaire avant tout. Telle est la réalité très tangible que voilent bien mal les discours exaltés de Brundage et Cie sur l'esprit olympique, les colombes de paix et la fraternité humaine...

Les Jeux Olympiques ne sont pas étrangers à l'ordre sanglant que l'impérialisme et le stalinisme imposent au monde contemporain. Ils n'en sont qu'un des rouages, dissimulé certes, mais efficace.

Michel LENOIR

le sport et son idéologie

« Les Jeux parvenaient jusqu'ici à faire oublier, au moins pendant quelques jours, les « guerres intestines » qui, de la Corée au Vietnam, de l'Algérie à l'Angola, du Bangla-Desh au Moyen-Orient, caractérisent notre temps de fausse paix ».

France-Soir (7/9/72)

« L'Etat léniniste poursuit les principes léninistes de paix et de coexistence pacifique dans sa politique extérieure et soutient systématiquement les forces et les mouvements qui militent pour la compréhension mutuelle entre les peuples et pour la paix. Les Jeux Olympiques peuvent également servir cette noble cause ».

Alexis Kossyguine (Huma du 26/8/72).

« LE TRIOMPHE DES CHEVEUX COURTS »

« Trois jeunes gens vers le podium... aucun ne porte les cheveux longs réputés « dans le vent »... Les athlètes se rendent compte qu'entraînement vigoureux et performances sont incompatibles avec des cheveux sur les épaules... »

La coupe olympique fera-t-elle le tour du monde ? Ce serait le triomphe de l'équilibre et de la mesure sur les dépravations échevelées des hippies et autres beatniks ».

Parisien Libéré
2.9.72

« Comment ne pas avouer être troublé par ce phénomène de l'insuffisance de résistance corporelle de nos compatriotes... Faudrait-il donc craindre que la race française n'ait pas, en général, la capacité d'absorber des efforts préparatoires à si forte dose... S'agit-il d'un état organique originel moins vigoureux, moins tonique que celui dont bénéficient les races ou plus nerveuses, ou plus éprouvées, plus disciplinées... »

J. Goddet, directeur de « L'Equipe »
26-27.8.72

« Nos déceptions aux jeux ne font... que sanctionner un retard considérable du muscle français sur le muscle étranger »

Journal du Dimanche
3.9.72

« Ces noirs qui ont trouvé leur maître »

Commentaire d'Europe No 1 de la « défaite » des sprinters US au 100 m.

« Tous les lieux sacrés du sport que j'ai eu la chance de hanter, de si beaux représentants de notre race, imprégnés de devoirs de leurs missions ».

Jacques Goddet
« L'Equipe »
4.9.72

« Le Dahomey a envoyé deux personnes. Une femme, une Blanche, très belle, suivie d'un géant noir, mélancolique et décontracté, qui a l'air d'un lion repu. après la chasse ».

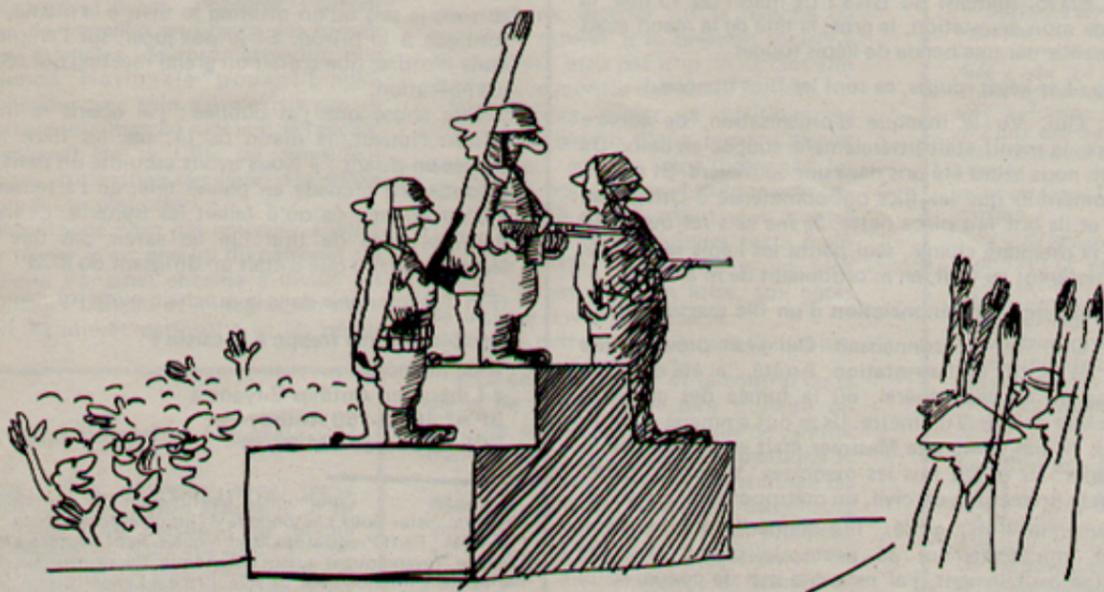
René Barjavel
Le Journal du Dimanche
27.8.72

TELEGRAMME D'OLGA CONNOLLY, ATHLETE AMERICAINE A NIXON

Elle a invité les athlètes de la délégation US à le signer.

« Par respect pour l'idéal suprême du mouvement olympique international et de la paix pour toute l'humanité, les membres soussignés de l'Equipe Olympique Américaine invitent respectueusement notre président et commandant en chef des forces armées, à ordonner une suspension des bombardements en Asie du Sud-Est pendant la période des Jeux de la 20ème Olympiade, entre le 26 août et le 10 septembre 1972 ».

L'Equipe, du 29.8.72



le colonialisme français assassine !

un révolutionnaire martiniquais est inculpé pour l'avoir dit

Jeudi 13 mai 1971. Notre actuel premier ministre, alors ministre des TOM-DOM, poursuit à la Martinique sa tournée des popottes coloniales, commencée à la Guadeloupe. A 7 000 km de la mère patrie, il vient, au son de la Marseillaise, sous une multitude de drapeaux versaillais, lancer de ronflants discours, serrer des mains, vanter l'attachement indéfectible des populations antillaises à la généreuse France. Avant tout il vient veiller au grain, veiller au bon ordre des joyaux de l'empire colonial français.

Le mouvement de masse des lycéens de la Martinique, le Mouvement du 10 janvier, avait dès le départ dénoncé toute illusion sur le dialogue à la Messmer, sur les sourires hypocrites, ou les phrases prometteuses. Sa manifestation, de même que celle des partis traditionnels de la gauche martiniquaise, est durement réprimée.

L'après-midi du 13, il n'y a aucune manifestation dans Fort-de-France, la capitale de la Martinique. Un jeune lycéen, aucunement militant, non gréviste, de famille réactionnaire, discute avec des camarades dans le centre de la ville. Un car de gendarmes ou de légionnaires passe. Une grenade est tirée par un des assassins en habit kaki. Le jeune lycéen la reçoit en pleine figure. Il s'appelait Gérard Nouvet. Il meurt le soir même.

Le journal du Mouvement du 10 janvier paraît. Il affirme la vérité : Nouvet a été assassiné de sang froid, il n'était pas manifestant, il ne faisait rien. Et aussi,

Messmer, ministre des TOM-DOM porte la responsabilité de cet assassinat. Aujourd'hui son directeur de publication, Christian Courbain, est inculpé pour diffamation et injure. Ce procès aura lieu le 11 octobre, à Paris. Courbain, et son organisation, le Groupe Révolution Socialiste, organisation antillaise luttant pour l'indépendance des Antilles françaises colonisées, risquent une amende importante.

Le dernier Comité Central de fin août de la Ligue Communiste a décidé de lancer à l'occasion de ce procès une campagne contre le colonialisme français, pour l'acquiescement de Courbain et de faire des propositions en ce sens aux organisations révolutionnaires françaises.

Parce qu'à l'heure où le régime tente de se fabriquer une nouvelle virginité et d'émerger de la mare de scandales qui le submerge, il faut rappeler que son nouveau commis, ce gaulliste pur et dur, bonhomme et brave, Messmer, n'a pas les mains propres. Bien au contraire, de l'Indochine à l'Algérie, le sang s'est accumulé au creux de ses mains. Son dernier fait d'arme, l'assassinat de Nouvet, l'ordre qu'il fit régner à Fort-de-France doivent être propagés.

Parce qu'aussi c'est un devoir élémentaire internationaliste de soutenir les militants frappés par la répression coloniale. Le procès devait avoir lieu en Martinique. Il se déroulera à Paris parce que « l'évocation en Martinique des délits reprochés à Courbain apparaît susceptible,

compte tenu de la personnalité du prévenu, de provoquer une certaine effervescence dans les milieux universitaires et scolaires, que cette effervescence pourrait même être exploitée par certains groupements à des fins politiques et menacer la paix publique » (extrait de la requête adressée à la Cour de cassation par le procureur général).

Messieurs de la coloniale, votre espoir sera déçu. Solidaires des révolutionnaires antillais, nous saurons menacer votre paix.

Cette semaine, pour briser le règne du mensonge que fait régner le colonialisme, nous publions la première partie de l'interview de militants du G.R.S. où ils décrivent les événements de mai 71 et dévoilent le vrai visage de la paix coloniale. La semaine prochaine, dans la deuxième partie, les mêmes militants expliqueront les circonstances de la mort de Nouvet et également le sens de leur combat en tant que militants du Groupe Révolution Socialiste, organisation apparue en décembre 1971, luttant pour l'indépendance et le socialisme dans les colonies antillaises de la France et pour la construction d'une direction révolutionnaire dans cette région.

Joseph Krasny

messmer fait régner l'ordre à fort de france

Interview de militants du Groupe Révolution Socialiste

●Rouge : Le 13 mai 1971, Messmer, ministre des DOM-TOM atterrit en Martinique pour sa tournée des popotes coloniales. Quelle est la situation lors de ce voyage, la mobilisation dans les rues de Fort de France, la capitale de l'île, contre l'impérialisme français et son commis en chef ?

Un camarade du GRS : Le voyage de Messmer est intervenu dans une période où il y avait eu déjà pas mal de luttes sociales, de mobilisations aux Antilles. 71, c'est l'année de l'affaire Pelé à Fort de France, c'est l'année de l'arrestation de trois jeunes militants liés à l'affaire Pelé, c'est l'année des élections municipales qui ont entraîné l'élimination de toute une série de vieux maires réactionnaires, dans le sud, essentiellement, de l'île. 71, c'est aussi l'année où le mouvement lycéen réorganisé ayant consolidé son organisation, faisait des mobilisations. En plus, ce voyage intervient alors que le mouvement lycéen a déjà réintroduit depuis 69 — introduit plutôt — une pratique qui est celle des manifs lors de la venue de ministres.

Messmer bénéficie ici d'une réputation — au moins au niveau des vieux politiciens des partis — de ministre plus ou moins libéral qui devait, pensait-on, négocier ou discuter. Enfin, il se présentait comme l'homme du dialogue. Dans les faits, tous les partis traditionnels appelaient à ce dialogue.

En fait, les militants révolutionnaires ne se sont pas trompés sur Messmer, dont ils connaissaient les traditions colonialistes, et ont appelé en revanche à une mobilisation de masse. Cette mobilisation a pu se réaliser essentiellement en milieu lycéen. Mais il faut comprendre que le passage de Messmer d'abord en Guadeloupe avait entraîné une déception des partis traditionnels, y compris ici. Ce qui fait que ces partis avaient, malgré tout, appelé à un rassemblement devant le conseil général, où on devait recevoir Messmer. Rassemblement de la CGT, du PCM et du PPM (1). Effectivement, le jeudi 13 mai, jour de l'arrivée de Messmer en Martinique, plusieurs centaines, on peut dire des milliers, de gens s'étaient rassemblés sur la Savane (2), où il y avait une traditionnelle visite des monuments aux morts. Ils s'étaient rassemblés autour du conseil général avec des banderoles, avec des pancartes. Inscrites essentiellement : autonomie ou des revendications salariales. Déjà, à ce moment-là, quelques charges de police se font, des bousculades ; on essaie de contenir la foule. Mais aucun incident vraiment grave n'est intervenu. Les choses vont changer lorsque le mouvement lycéen, qui s'était organisé dès le matin à partir de mots d'ordre de grève lancés par le MXI, va faire le tour des lycées, rassembler une masse importante de lycéens, peut-être 2 000, je pense...

●Rouge : Qu'est-ce que c'était que le MXI ?

Le même camarade : Le MXI, c'est un mouvement de masse, essentiellement politique, intégrant des militants de différentes orientations politiques, mais qui mènent un travail anti-impérialiste au sens large, sans qu'il y ait de différenciations politiques très nettes ; les différenciations se faisant essentiellement à partir de

points pratiques, de discussions sur chaque période, sur chaque mouvement, sur chaque action à faire. C'est un mouvement qui est apparu en janvier 69, qui a connu des hauts et des bas et qui, à partir du début de l'année 71, s'est organisé plus sérieusement, en ce sens qu'il y a eu des implantations de comités d'action dans chaque établissement et une presse de ce mouvement est apparue. Donc, il s'est structuré un peu, ce qui a permis l'impact de sa manifestation, le 13 mai.

●Rouge : Donc, il appelle à la grève...

Le même camarade : Il appelle à la grève, et, de fait, environ 2 000 lycéens, d'abord sont bloqués près d'un des lycées, puis se dispersent et se retrouvent à Fort de France, où la manif se reconstitue et avance vers les lieux du rassemblement prévu par les partis traditionnels.

Rouge : Sur quels mots d'ordre, cette manif ?

Le même camarade : Les mots d'ordre étaient larges, généralement anti-impérialistes. Il n'y avait pas de mots d'ordre politiques précis, par exemple autonomie ou indépendance, parce que c'était un mouvement de masse sans prise de position claire sur ces mots d'ordre. Mais des mots d'ordre radicaux contre le dialogue, exigeant un enseignement populaire, dénonçant les voyages touristiques, et disant déjà : « Messmer assassin en Indochine », puisque le mouvement connaissait les traditions de Messmer.

Le matin même, il y avait eu déjà quelques échauffourées, donc. Essentiellement lorsque les manifestants brûlaient des drapeaux bleu-blanc-rouge, ce qui déclenche inévitablement la rage des flics. Lorsque la manifestation lycéenne arrive dans les environs du conseil général, on assiste à une charge en règle, une charge vraiment importante, où les types, à coups de grenades lacrymogènes, de crosses de fusil, commencent à foutre la panique. C'est à ce moment-là que se réalise une arrestation : celle d'un camarade qui est Alain Bravo.

Alain Bravo, militant du GRS : Le matin du 13 mai, la date de mon arrestation, le gros, la tête de la manif avait été assailli par une bande de képis rouges...

●Rouge : Les képis rouges, ce sont les flics français.

A.B. : Oui. Vu le manque d'organisation, de service d'ordre, la manif était littéralement coupée en deux. De ce fait, nous avons été pris dans une souricière. Et c'est à ce moment-là que les flics ont commencé à charger au fusil, et ils ont fait place nette. Je me suis retrouvé seul après la première charge, seul parmi les képis rouges. Ils me pointèrent au fusil, en m'ordonnant de m'arrêter...

Un camarade : sur dénonciation d'un flic martiniquais...

A.B. : Oui. Qui me connaissait. Qui avait prévu même avant les motifs de l'arrestation. Arrêté, j'ai été entraîné au bas du conseil général, où la fumée des grenades empêchait de voir à un mètre. Ils m'ont emmené dans les locaux en bas, alors que Messmer était en haut en train de parler. Ils m'ont mis les menottes. Yakchitz, secrétaire à la préfecture, un civil, un métropolitain, est arrivé en personne, il m'a gifflé... Il a donné l'ordre de m'emmener immédiatement au poste de police. J'ai été entraîné brutalement, j'ai reçu pas mal de coups. A un moment donné, je fus totalement inconscient. Au poste, les coups ont recommencé. De toutes façons, les militants révolutionnaires savent, lors de leurs arrestations,

ce qui les attend et je n'ai pas du tout été étonné. Les pressions de toutes parts, disant que j'avais blessé tel ou tel flic sont intervenues, on m'a accusé d'avoir brûlé aussi des drapeaux. Ensuite, c'est l'interrogatoire qui commence, en présence d'un commissaire français qui était déjà ivre. Il est arrivé en me disant qu'il pouvait nous loger une balle dans la tête, à moi et à tous les autres dirigeants du MXI, qu'il surveillait depuis le matin. En cellule, au poste de police, dans le centre de Fort de France, les képis rouges sont venus regarder un peu, ont lancé des propos racistes en disant qu'en Algérie, en Indochine, ils étaient partis, mais qu'ils allaient casser du nègre en Martinique. Et devant les flics martiniquais. Un responsable des képis rouges est venu, qui a demandé à entrer dans ma cellule, il voulait y mettre le feu. Un flic martiniquais s'y est opposé.

J'ai été gardé toute la journée. Au début de la nuit, j'ai entendu des cris de manifestants, des bruits de grenades qui me faisaient savoir que les manifestations continuaient. Les flics étaient plus ou moins affolés, disaient qu'il fallait terminer et qu'ils attendaient l'ordre de tirer. Le lendemain, ils m'ont immédiatement emmené au Palais de Justice, en présence du procureur qui m'a dit que c'était grave, qu'il fallait que j'avoue et m'a demandé si je voulais passer en flagrant délit... J'ai dit que de toute façon je préférais passer en flagrant délit et que le procès a commencé tout de suite.

●Rouge : En flagrant délit, sur une décision personnelle ?

A.B. : Oui. J'ai pensé que passer en flagrant délit alors même que l'agitation était à son sommet, c'était de beaucoup plus profitable que d'attendre que les événements s'apaisent pour passer en procès. A ce dernier, je suis très étonné de savoir que je suis accusé de port d'arme, de participation à attroupement armé, etc... Alors que sur les témoignages des flics qui m'ont arrêté, je n'avais absolument rien, pas de bâton, pas de pierre. Ils m'ont enfin déclaré coupable. 10 jours de prison ferme. En cellule, à la prison centrale, le vendredi 14 mai au soir, je sais qu'un meeting se tient à la mairie, qui est contiguë à la prison. Et je pus juger, sur l'ampleur des mots d'ordre, que c'était un grand meeting qui réclamait ma libération.

Une chose que j'ai oubliée : j'ai appris la mort de Gérard Nouvet, le matin du 14, par les flics. Ils sont arrivés en disant : « Nous avons esquinté un petit, on lui a foutu une grenade en pleine tête, on l'a ramassé »,... « C'est comme ça qu'il fallait les traiter ». Et ils attendaient l'ordre de tirer. Je ne savais pas que c'était Nouvet, j'ai cru que c'était un dirigeant du MXI.

(Fin de l'interview dans le prochain numéro)

Le colonialisme frappe à la caisse !

Aide financière :
« Libération Antilles-Guyane »
BP n° 10 92-160 Antony
CCP La Source 334 38 38

(1) PCM : Parti Communiste Martiniquais. Se contentant de lutter pour l'autonomie en union avec la France.

PPM : Parti Progressiste Martiniquais. Petit bourgeois et nationaliste, revendiquant aussi l'autonomie. Serait heureux de jouer le rôle d'« interlocuteur valable » face à l'impérialisme. Son dirigeant, Césaire, poète de son état, est député.

(2) La Savane : la grande place de Fort de France.

argentine:

premières déclarations des rescapés du massacre de trelew

Face aux mobilisations de masse qui, dans toutes les villes d'Argentine, ont suivi le massacre des militants révolutionnaires incarcérés à la base de Trelew, le gouvernement a répondu par des actions policières sans précédent.

Hormis Buenos Aires où la police et l'armée sont intervenues pour disperser les milliers de personnes qui participaient à une veillée funèbre dans le local du parti péroniste, et s'emparer des cercueils pour une inhumation « discrète », c'est à Cordoba que la répression a été le plus spectaculaire. Face à l'ordre de grève générale de 24 heures lancé par les directions syndicales locales, l'armée a arrêté plus de 500 personnes dont les principaux dirigeants de la CGT de Cordoba, et a littéralement investi la ville.

Cela n'a d'ailleurs pas empêché la grève d'être suivie dans la plupart des usines de la région et à l'université.

Par ailleurs les actions des organisations révolutionnaires se sont multipliées ces derniers jours. Pour la première fois depuis le massacre, les familles des deux rescapés du massacre, Alberto Campos et Ricardo Haidar, ont été autorisées à leur rendre visite. Elles n'ont pu s'approcher des deux blessés que durant quinze minutes, en présence de plusieurs militaires armés jusqu'aux dents. Un épais grillage isolait Campos et Haidar. L'un et l'autre ont dit à leur parents qu'ils connaissaient la version officielle du

massacre, version qui n'a rien à voir avec la réalité. « On nous a fait sortir de nos cellules et on nous a fait mettre en ligne dans une petite cour intérieure. Jusqu'à ce moment nous pensions qu'il s'agissait d'un nouvel interrogatoire sur l'évasion, interrogatoire que nous subissions quotidiennement. Un fait nous intriguait cependant : « Pourquoi cette fois nous avoir tous réunis ? », a déclaré Campos à son père.

Une fois alignés, sans prévenir et sans qu'il y ait eu le moindre incident, les militaires ont ouvert le feu. Les prisonniers ont alors tenté de fuir le lieu du massacre, certains réussissant à se « réfugier » dans leurs cellules. Là, la tuerie a continué.

Ce bref récit qui a été reproduit dans la presse argentine n'a appelé aucun commentaire du gouvernement. Mais qui a jamais cru à la version officielle selon laquelle les prisonniers ont été abattus alors qu'ils tentaient une nouvelle évasion ?

Alberto Campos et Ricardo Haidar se remettent rapidement de leurs blessures. Cela ne veut pas dire qu'ils soient hors de danger. Leur témoignage est une arme terrible contre la dictature. Seule la crainte de nouvelles mobilisations l'empêche, pour l'instant, de parfaire le crime.

J.P. BEAUVAIS

lopez molina restera en france !

Les nuits de Monsieur Marcellin sont, c'est bien connu, hantées par le spectre du « complot international ». N'a-t-il pas écrit et dit, à maintes reprises, que Mai 68 était le fruit d'un tel complot, orchestré par-delà les frontières...

Conséquent avec ses obsessions, le ministre de l'Intérieur frappe, dès qu'il le peut, les révolutionnaires étrangers, leur interdisant l'entrée en France, les expulsant... Depuis Mai 68, des centaines de militants étrangers ont été expulsés ou même livrés à leurs polices respectives. D'autres sont interdits de séjour. Nos camarades Ernest Mandel, Livio Maitan, Tariq Ali et Joseph Hansen, par exemple, tous membres de la direction de la IVème Internationale, sont arbitrairement empêchés de venir en France.

Aujourd'hui, c'est au tour de Maximo Lopez Molina d'être victime des fantasmes du ministre de l'Intérieur, conjugués aux pressions du dictateur Balaguer, héritier des sinistres Trujillo.

Molina, dirigeant révolutionnaire dominicain, exilé depuis plusieurs années en Europe, a été, après avoir milité au Parti

Communiste Dominicain, l'un des fondateurs du Mouvement Populaire Dominicain, en 1965. Le MPD a joué un rôle important dans la lutte contre l'agression impérialiste d'avril 1965, à Santo Domingo. Il a été, depuis, le principal pôle de regroupement de l'extrême-gauche révolutionnaire dominicaine. En butte à une sauvage répression (nombre de ses membres ont été assassinés ou pourissent dans les geôles de Balaguer), plusieurs de ses dirigeants ont dû s'exiler. L'un d'entre eux, Maximiliano Gomez, a été assassiné en mai 1971, à Bruxelles, sans doute par des hommes de main de la police dominicaine et de la CIA.

Expulser Lopez Molina, traqué par les assassins de Gomez, dont le passeport dominicain a été confisqué, équivaut à le remettre aux mains des tortionnaires de son pays. C'est un crime camouflé en banal acte administratif. Les révolutionnaires doivent tout faire pour que Lopez Molina puisse rester en France et que cesse l'arbitraire du gouvernement, tant sous forme d'expulsions que d'interdictions de séjour, à l'égard des militants étrangers.

J.P. B.

gereux ennemi, même en prison, pour Bordaberry et consorts. Nul doute que l'exemple du massacre de Trelew inspire pas mal de geôliers de Montevideo et que le projet de faire disparaître définitivement Sendic soit à l'ordre du jour.

Pour qu'un tel crime ne soit pas perpétré, il est nécessaire de briser le mur du silence qui aujourd'hui encore enveloppe la féroce et massive répression en Uruguay, répression dirigée et orchestrée par des « spécialistes » brésiliens. Nous nous y emploierons.

J.P. B.

uruguay: raul sendic en danger de mort

Les gorilles uruguayens et leur tête de file, le grand propriétaire terrien Bordaberry, chef de l'État, se frottent les mains.

La « prise » est bonne. Raul Sendic, l'un des fondateurs et actuel dirigeant des Tupamaros, a été arrêté et grièvement blessé, il y a quelques jours à Montevideo.

Cette arrestation, venant après de nombreuses autres ces dernières semaines, représente, à n'en pas douter, un coup sévère porté aux révolutionnaires uruguayens.

Depuis la farce électorale de décembre dernier, farce qui a permis au plus typique représentant de l'oligarchie terrienne d'accéder à la présidence, la répression a été décuplée, l'armée étant en permanence sur le pied de guerre pour mener la lutte contre les militants révolutionnaires du MLN (Tupamaros).

Arrêté, blessé, à la merci de tortionnaires sans scrupules, Sendic risque en permanence la mort. Son évasion spectaculaire, il y a deux ans, en compagnie de plusieurs dizaines d'autres prisonniers, a été une leçon pour les flics uruguayens. Son rôle historique dans le développement du mouvement révolutionnaire en Uruguay, son prestige considérable, en font un dan-

la
révolution
permanente
en
Amérique
latine

cahier rouge
nouvelle série
internationale
N°6

hugo blanco emprisonné en argentine

Notre camarade Hugo Blanco vient d'être arrêté à Buenos Aires. Expulsé du Pérou l'an dernier, après les mobilisations des étudiants et des enseignants de Lima qui furent les premières mobilisations de masse contre le régime du général Velasco, Hugo Blanco vivait depuis plusieurs mois en exil au Mexique.

Son permis de séjour venant à expiration et sans espoir qu'il fût renouvelé, Blanco a quitté le Mexique pour l'Argentine, en juin dernier.

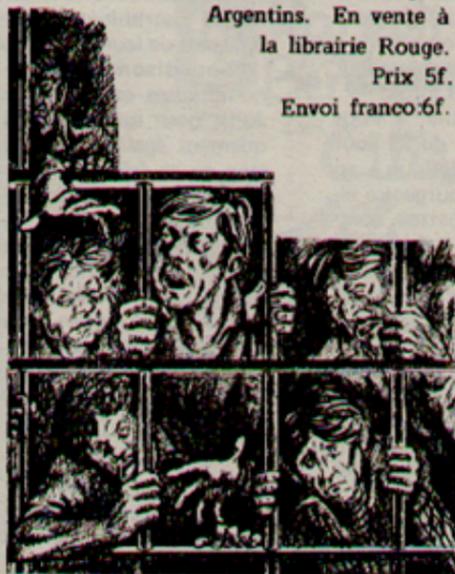
Là, ses déclarations relatives à la situation péruvienne ont déplu au général-ambassadeur de Velasco auprès de son collègue Lanusse. Ce dernier, soucieux de ses bonnes relations avec le régime de Lima (le Pérou est un pion important dans la lutte d'influence que se livrent Brésiliens et Argentins en Amérique Latine), a immédiatement arrêté et jeté en prison notre camarade. Une mesure d'expulsion serait prise contre lui. Les organisations de défense des prisonniers politiques en Argentine, ainsi que de nombreuses organisations politiques et syndicales de Buenos Aires, mènent actuellement campagne pour sa libération immédiate et pour qu'aucune mesure de déportation ne soit prise à son égard.

Liberté pour Hugo Blanco !

J.P. B.



Brochure éditée par le Comité de Défense des Prisonniers Politiques Argentins. En vente à la librairie Rouge. Prix 5f. Envoi franco.6f.



oppression
répression
tortures

ARGENTINE 72



A l'ombre de Staline, les procès reflourent.

Monsieur Abrassimov, ambassadeur soviétique à Paris, a présenté ses lettres de créance.

Il fut un temps où un ambassadeur soviétique dans une quelconque capitale occidentale ne perdait pas son temps à envoyer à la presse des lettres polémiques pour répliquer à telle ou telle critique concernant l'URSS : c'était le rôle du PC local. Le système est aujourd'hui défaillant, les scribes se sentent gênés d'écrire sur certains sujets trop délicats. Ce qui a obligé son Excellence Abrassimov à prendre lui-même la plume pour répliquer à une lettre insolente de F. Mitterrand qui s'inquiétait des nouvelles entraves financières que le gouvernement soviétique mettait à l'émigration des Juifs vers Israël (1). Monsieur Abrassimov termine sa lettre en expliquant qu'il aurait préféré laver le linge sale en famille : « Je dois dire que depuis le lundi 28 août, j'ai tenté à plusieurs reprises de prendre contact avec vous par téléphone, afin de vous rencontrer et d'avoir un entretien sur ces questions. Malheureusement, mes tentatives ont été vaines ». Nous ne pouvons que nous en réjouir, puisque sans cela nous n'aurions jamais pu lire ce monument de mensonges, de cynisme et de bêtise.

M. Abrassimov commence sa lettre en s'étonnant : « Nous pensions que, au cas où vous vous poseriez des questions relatives à l'Union Soviétique, vous vous adresseriez en premier lieu à notre ambassade, afin d'obtenir les explications nécessaires, avant de lancer des attaques publiques à l'adresse de l'Union Soviétique ». M. Abrassimov a un raisonnement qui est d'une logique implacable : puisque je suis le représentant de l'URSS à Paris, je suis nécessairement le mieux informé sur l'URSS, par conséquent toute information qui ne provient pas de nos services ne peut être que tendancieuse et anti-soviétique. Malheureusement, M. Abrassimov est obligé, pour étayer sa démonstration, de donner des « informations » dont la qualité semble indiquer que le digne ambassadeur ne fait aucune différence entre information et intox.

C'est ainsi qu'il écrit sur la Tchécoslovaquie : « Vous avez commencé votre conférence de presse du 21 août en citant une prétendue « intervention soviétique » en Tchécoslovaquie en 1968. La propagande bourgeoise elle-même renonce peu à peu à cette thèse rebattue, comprenant son inconsistance ». M. Abrassimov a de curieuses références. Car enfin, si la « propagande bourgeoise » ne parle plus d'« intervention soviétique », de quoi parle-t-elle donc ? De promenade touristique, d'échanges culturels ou, mieux, d'aide internationaliste ?

A moins que l'ambassadeur soit de mauvaise foi, comme semble le prouver un autre passage de la lettre : « Le 14ème Congrès du Parti Communiste de Tchécoslovaquie a caractérisé cette aide (l'intervention) comme un acte de solidarité internationale » ; suivi, quelques lignes plus loin de : « Je n'aborderai pas sur le fond votre appréciation des récents procès en République Socialiste Tchécoslovaque. C'est l'affaire intérieure de la RST ». Le peuple tchécoslovaque, lui, ne sera pas dupe : il sait que

même et surtout la répression n'est pas une affaire intérieure de la Tchécoslovaquie. En témoigne le nombre élevé de conseillers soviétiques qui truffent le ministère de l'Intérieur.

La question des minorités nationales permet un autre morceau de bravoure à l'ambassadeur : « Je voudrais encore attirer votre attention sur un fait. Ce n'est pas le gouvernement soviétique, mais vous, Monsieur le Premier Secrétaire, qui essayez de diviser artificiellement les Soviétiques d'après le critère national. Depuis cinquante années que l'Union Soviétique existe, nous avons été accoutumés à considérer tous les habitants de l'URSS comme des citoyens soviétiques en premier lieu jouissant, indépendamment de leur nationalité, de droits égaux et ayant des devoirs égaux (...) Notre constitution a instauré l'entière égalité en droit des citoyens de l'URSS, quelle que soit leur nationalité et leur race ». C'est tellement vrai qu'on ne compte plus les mesures politiques d'exception prises contre de nombreuses nationalités, ou contre certaines personnalités, en fonction de leur appartenance nationale : extermination des Allemands de la Volga en 40, déportation des Tatars de Crimée sous Staline, répression contre le « nationalisme » ukrainien à plusieurs périodes, procès des « blouses blanches » à forte tonalité anti-sémite en 52-53, etc, etc... Tout récemment encore, au début de l'année 72, de violentes émeutes éclataient dans plusieurs villes de Lettonie pour protester contre la politique de russification menée par Moscou. Un jeune ouvrier s'immolait par le feu à Koumas. Son geste avait été précédé par la publication d'une lettre de communistes lettons qui protestaient contre la politique discriminatoire menée à l'intérieur du parti letton à l'égard de leurs nationaux.

Les discriminations nationales sont suffisamment nombreuses en URSS, et pas seulement vis à vis des Juifs, pour qu'on ne soit pas rassuré par la taxe théoriquement égalitaire qui frappe tout candidat à l'émigration en en faisant l'article d'exportation le plus cher de toute la production soviétique. En l'occurrence, c'est l'existence même de cette taxe qui est scandaleuse. M. Abrassimov, en défendant ce racket au nom du socialisme, peut se vanter de n'avoir pas réhaussé son prestige aux yeux des masses. Mais était-ce le but de ce diplomate issu de la lignée des Vichynsky, célèbre représentant de l'URSS à l'ONU après la guerre, qui entra dans la carrière après avoir été le procureur hystérique et contre-révolutionnaire de tous les procès de Moscou ?

G. Marion

(1) Chaque possesseur d'un diplôme supérieur est tenu de rembourser les frais de sa scolarité avant de recevoir l'autorisation d'émigrer. La somme demandée s'élève à plusieurs millions d'anciens francs ; ce qui, compte tenu des revenus en URSS, est exorbitant et quasiment impossible à régler.

procès à prague

Les juges tchécoslovaques n'auront pas eu besoin de plus de 3 semaines, cet été, pour condamner, en un huis clos de fait, plusieurs dizaines de gens inculpés de « subversion ». Dans un pays où, depuis l'intervention militaire de 68, la productivité du travail a considérablement baissé, il s'agit d'une remarquable performance, qui ne manquera pas de valoir à ces magistrats stakhanovistes la médaille du « héros du travail ».

Qu'on en juge : d'après les recensés faits à partir des bulletins de l'agence officielle tchécoslovaque CTK, 47 personnes ont été condamnées, 1 171 mois de prison ont été distribués (près de 100 ans), dont 161 mois avec sursis. Compte tenu que de nombreux procès sont demeurés secrets, que pour ceux dont on a connaissance les noms de tous les accusés et les peines distribuées n'ont pas été publiés, ce bilan doit être multiplié par 3 ou 4 (en personnes et en mois de prison) pour avoir une vue plus exacte de l'ampleur de la répression.

La quasi-totalité des condamnés l'ont été en vertu de l'article 98 du code pénal qui punit les crimes de « subversion ». La peine maximum encourue est de 10 ans de prison. En fait, les différents alinéas de cet article permettent une interprétation exhaustive d'à peu près tous les « délits » politiques, du plus bénin au plus grave. En l'occurrence, il s'agissait de distribution ou de détention de tracts appelant la population à s'abstenir aux élections législatives de novembre 71, conformément aux droits constitutionnels. Dans deux cas, il s'agissait de la « constitution d'un groupe illégal anti-Etat visant au renversement du régime social ».

Presque tous les accusés connus étaient ou avaient été membres du Parti Communiste, souvent au niveau le plus élevé. C'est sur eux, jugés à Prague, que les informations sont les plus nombreuses. Mais des dizaines d'autres — voire des centaines, selon certaines informations — incarcérés et jugés en province, ont été lourdement condamnés.

Toute la presse française s'est fait largement l'écho de ces procès. « L'Humanité », elle, a commencé par garder un silence gêné, puis a fini par condamner. « France Nouvelle » du 30 août a même écrit : « Sans examiner cas par cas la qualité et le comportement des personnes déferées devant les tribunaux, la preuve n'a pas été rendue publique des actes répréhensibles qui leur sont reprochés ». Est-ce reconnaître que les procès sont truqués ? Et dans ce cas, que valaient les assurances données par Husak à Roland Leroy, en février dernier, selon lesquelles de tels procès n'auraient pas lieu ? La réponse est simple : elles ne valaient rien et il est charitable de penser que le Bureau Politique du PCF n'était que naïf en les acceptant.

G.M.

INSTANCES PREPARATOIRES DU « JURY INTERNATIONAL » CONTRE LES NOUVEAUX PROCES DE PRAGUE.

COMMUNIQUE

La vague des procès qui déferle sur la Tchécoslovaquie confirme pleinement les appréciations exposées par les initiateurs de l'appel à constituer un « Jury International » dans leur conférence de presse du 6 juin dernier à Paris et selon lesquelles « la logique de l'intervention ne peut être que la répression » les procès « demeurant une nécessité » en dépit des déclarations « rassurantes » de Husak.

Les informations vérifiées par les instances préparatoires du jury et qui portent notamment sur le caractère expéditif de la procédure d'exception mise en oeuvre contre les accusés, par les agents du S.T.B. (Sécurité d'Etat) montrent clairement que la Tchécoslovaquie est devenue un pays où la notion de « légalité socialiste » a perdu toute signification. Cette « légalité », — qui ne doit d'exister qu'à la présence de 80 à 100 000 soldats étrangers chargés de suppléer l'absence totale de soutien populaire — n'a absolument rien à voir avec le socialisme, cependant que d'authentiques combattants du socialisme, pour la plupart anciens membres du PCT, sont poursuivis pour « activités subversives » et lourdement condamnés.

Les instances préparatoires du jury réitèrent que de toutes les propagandes antisocialistes celle que constitue cette répression est la pire qui soit. Elles appellent à soutenir politiquement et matériellement la défense des accusés, cette défense appartenant aux millions d'hommes qui de par le monde, combattent pour le socialisme et prennent conscience que de simples « protestations » ne font pas plus effet que toutes les « désapprobations » antérieures.

Elles prendront toutes les initiatives appropriées à la situation à partir des propositions qui leur parviennent.

Correspondance à M. Robert SIMON, 9, rue de Lagny Paris 20ème — CCP 1324-61 Paris.

lettre des prisons yougoslaves

■ Nous publions ci-après, l'intégralité de la lettre de prison de Milan Nikolic que reçut la presse internationale pour que soit brisé le mur de silence autour de ce procès. Le procès s'est déroulé pendant le mois d'août, c'est-à-dire, comme nous le prévoyions, dans une période où la défense n'a pas moyen de faire appel à l'opinion publique. On a repoussé l'ajournement, demandé pour permettre d'entendre Predray Vranicki à titre de témoin et d'expert sur les questions du trotskysme (Vranicki a publié les œuvres de Trotsky en 6 volumes en Yougoslavie).

Le fait pour les accusés d'avoir publiquement rencontré Ernest Mandel, le fait aussi de posséder des livres et des brochures trotskystes, ont été transformés en « preuve d'activités subversives », de « constitution de la IV^e Internationale » en Yougoslavie. Aucun des textes qualifiés de « tracts » sur « le système politique d'une société globale auto-gestionnaire » n'ont été publiés. S'il s'agit donc bien d'un procès pour délit d'opinion, la bureaucratie craint cette opinion qu'elle étouffe. La publication de la lettre de Nikolic contribuera à la faire connaître. Sera-t-elle prise à son tour comme preuve du « complot trotskyste international » ? Cela est probable. Au même titre que lors des procès staliniens en Tchécoslovaquie, la brochure Rouge sur le « complot trots-

kyste » en Tchécoslovaquie fut également « pièce à conviction » (?) contre Petr Uhl. Mais la bureaucratie ne convainc plus qu'elle même par ce type de procédés et d'ailleurs aujourd'hui une presse d'opinion beaucoup plus large que celle des trotskystes prend la défense des inculpés (1).

Deux des inculpés, Milan Nikolic et P. Imsirovitch ont été condamnés à deux ans de prison. Ilka Kljajcitch à un an et demi. Après avoir réaffirmé leurs convictions : « le pouvoir en Yougoslavie n'est pas aux mains du peuple travailleur... ce n'est pas le pouvoir de la classe ouvrière », les inculpés ont écouté le prononcé de la sentence en silence, un œillet rouge à la main. L'œillet rouge était le symbole de la révolte étudiante de juin 1968, la première protestation de masse contre les inégalités sociales et les tendances au rétablissement du capitalisme en Yougoslavie. Il est le symptôme des luttes à venir qui libéreront les révolutionnaires yougoslaves et balayeront le pouvoir de la bureaucratie.

Liberté pour M. Nikolic, P. Imsirovitch, J. Kljajčič !
Pour que vive le socialisme yougoslave !

C.V.

(1) cf. le *Nouvel Observateur* du 8 au 15 août 1972 qui a publié de larges extraits de la lettre ci-jointe, ainsi que *Le Manifesto* en Italie.

TRADUCTION DE LA LETTRE DE PRISON DE MILAN NIKOLIC

Milan Nikolic est emprisonné avec P. Imsirovic depuis le 7 janvier 1972 ; avec J. Kljajcic depuis le 21 1 /72, POUR AVOIR : « créé au courant de l'année 1970 et jusqu'au mois de janvier lorsqu'ils ont été arrêtés, en Yougoslavie et à l'étranger, un groupe qui devait se transformer en parti ennemi, ayant pour but de renverser par des moyens violents et anticonstitutionnels, le pouvoir du peuple travailleur et ses représentants légalement élus, ainsi que les organes politiques exécutifs. Ils ont ainsi agi publiquement, écrit, multiplié et distribué du matériel de caractère ennemi sous forme de programme d'information, de communiqués et de tracts tout en donnant une image malveillante et mensongère de la réalité du pays, lançant un appel au renversement anticonstitutionnel par la force. (...) » Extrait de l'acte d'accusation.

« Le procureur public nous accuse d'« association ennemie », d'« actions contre-révolutionnaires », et de « propagande ennemie ». Il affirme que nous trois (Nikolic, Imsirovic et Kljajcic) avons voulu, en nous associant et distribuant des tracts, « renverser le pouvoir du peuple travailleur et de ses représentants légaux » ! Afin de parvenir à justifier cette affirmation, on invente l'existence d'un « groupe ennemi » et l'on imagine ses relations avec « des organisations étrangères ennemies de la Yougoslavie » ; on attribue aux textes de nature diverse qui nous ont été enlevés d'être des « tracts contenant des propos hostiles au pays », alors que notre activité régulière au sein de l'Union des Etudiants, en particulier au sein de la tribune libre de la faculté de Philosophie, « Le Cheval Rouge » est taxée d'« activité ennemie » et de « propagations d'idées hostiles au pays ».

Ceux qui nous accusent pensent que le mensonge sera d'autant plus vraisemblable qu'il est absurde, d'autant plus qu'ils ont pour y parvenir utilisé avec grand tapage la presse. Pendant tout ce temps, notre situation est telle que nous ne pouvons rien faire pour nous opposer aux mensonges distribués contre nous. Nous sommes enfermés depuis 4 mois (6 mois depuis que la lettre est parvenue.NDLT), nos mains sont liées et nos bouches baillonnées. Ceux qui nous accusent savent très bien que s'ils nous autorisaient à parler librement, leurs chefs d'accusation seraient volatilisés comme une bulle de savon et c'est pourquoi ils retiennent nos lettres, ils ne nous permettent pas d'assurer notre défense en dehors de la prison (afin sans doute de nous empêcher de com-

mettre à nouveau le crime que nous n'avons jamais commis) et ils interdisent à la presse de publier nos démentis et nos explications. En fait nous sommes jugés pour un délit de pensée hérétique, parce que nous proclamons que : Il ne peut y avoir de socialisme et de rapports véritablement humains entre les hommes dans les conditions d'une économie de marché soumise à l'action sauvage de la concurrence ; que la démocratie socialiste et l'autogestion ne peuvent pas se construire alors que le rôle politique et économique de l'Etat ne cessent de s'accroître : que l'on ne peut pas considérer que l'autogestion ouvrière a été réalisée s'il n'y a pas d'ouvriers là où sont prises les décisions sociales les plus importantes et si même au sein du seul parti existant le rôle et le nombre des ouvriers sont de plus en plus insignifiants ; parce que nous sommes persuadés qu'il est possible et même indispensable d'entreprendre dès maintenant la création d'un système d'autogestion intégrale et globale — de l'entreprise jusqu'à la fédération — où serait rendu possible aux plus larges masses des ouvriers et des autres citoyens de prendre en charge le destin de la société et de liquider l'existence de politiciens professionnels ; qu'il est possible de créer une économie hautement rentable et équilibrée avec un plein emploi de tous les travailleurs basé sur une analyse scientifique des besoins de la société et des moyens qui sont à sa disposition ainsi que sur une planification définie démocratiquement.

Nous sommes traduits au Tribunal parce que nous pensions critiquer, que nous exposions librement nos opinions qui sont contraires à la conception officielle du socialisme. Nous ne serons pas les derniers qui seront jugés pour cela.

Mes amis et moi nous pensons qu'un socialisme humain et démocratique, l'autogestion ouvrière, ne peuvent se construire que si on libère toutes les forces créatrices du peuple. Or, ceci suppose une liberté totale de la recherche scientifique, l'expansion des vérités scientifiques et le droit à exposer librement des opinions différentes ainsi que des conceptions diverses sur les voies du développement progressif de la société. Toute autre tendance est objectivement en opposition fondamentale avec le socialisme car elle étouffe le développement. C'est ainsi que précisément nous jugeons les mesures prises contre les amis et moi, car il s'agit d'une intrigue policière contre la liberté de pensée et d'expression ».

Milan NIKOLIC.

le barrage contre l'impérialisme

La mi-septembre approche. A partir de là, les hautes eaux des crues des fleuves vietnamiens vont baisser et le danger d'inondations catastrophiques va diminuer d'autant. Certes, les avions US auront tenté le crime. Les rapports de toutes origines sur le bombardement des digues le prouvent à l'évidence. Mais ces attaques ont pris l'allure de test. Comme toujours, avant de mettre le paquet, l'impérialisme a tâté le terrain. Comme il l'avait fait pour l'escalade aérienne sur la RDV, comme il l'avait fait pour le minage des ports, comme il l'a toujours fait avant chaque étape de l'escalade.

Mais, cette fois-ci, un puissant barrage a retenu la main criminelle de Nixon. La campagne « digues été 72 » a été exemplaire. Elle a remis à l'honneur des méthodes qui avaient, en 1967, assuré aux côtés des vietnamiens de vastes mobilisations : commissions d'enquête sur place, comme au temps du tribunal Russel ; intervention de personnalités et surtout campagnes de masse soutenues politiquement, martelage continu ont fini par briser le mur des mass media. Le bombardement des digues est devenu un thème politique de première grandeur au début de l'été.

Des représentants de la bourgeoisie américaine, le secrétaire général de l'ONU, de nombreux chefs d'Etat ont été contraints — souvent du bout des lèvres, on s'en doute, mais n'importe — de condamner l'entreprise US. En France, l'initiative des enseignants du lycée Lakanal, lancée un peu comme l'avait été la campagne du Milliard en 1966, a été tout à fait intéressante. Pour la première fois depuis 1968, elle a réuni des membres bien pensants du PCF, des militants du FSI, des milliers d'inorganisés.

C'est donc que la chose était possible ! Belle réponse aux exclusives qui avaient écarté le FSI de Versailles !

Le Front Solidarité Indochine a pourtant été présent dans cette bataille, par ses initiatives décentralisées, y compris en plein été (voir article ci-contre) et par deux affiches, largement diffusées nationalement.

Tout n'est pas encore dit, et Nixon peut encore changer d'avis. Mais c'est peu probable. Sur un sujet limité mais vital, il a été démontré, contrairement à ce que beaucoup pensaient, qu'il était possible de dresser face à l'impérialisme un mouvement de masse puissant à l'échelle mondiale, capable d'initiative, d'actions dynamiques, et de remporter un succès. C'est une leçon à ne pas oublier dans les mois cruciaux qui viennent.

Comme pour les digues, mobilisation de masse internationale jusqu'à la victoire de la révolution indochinoise !

A.P.



« Pas de trêve dans le soutien aux combattants vietnamiens » tel était le mot d'ordre du Front Solidarité Indochine pour les mois d'été. Ainsi se sont tenus plusieurs meetings et réunions publiques, même au mois d'août comme à Tours (150 personnes), Besançon (120 personnes), Dijon (80 personnes)...

En juillet, les militants parisiens du FSI distribuèrent un tract bilingue (français-anglais) sur les principaux lieux de concentration de touristes (Trocadero, Montmartre, Monparnasse, Champs Élysées, Quartier Latin) et effectuèrent un lâché de 15.000 tracts du haut du 1^{er} étage de la Tour Eiffel.

A Avignon, l'intervention du FSI a été constante pendant la durée du Festival. Sketches et prises de paroles dans la rue et sur les lieux de représentation, ventes de masse et collectes régulières, distribution de tracts.

Cette initiative poussa le PC jusque là inactif à convoquer une manifestation de rue des « 48 » organisations démocratiques. Plus d'un millier de personnes manifestèrent contre le bombardement des digues, plusieurs centaines se regroupèrent dans le cortège du FSI. D'autres exemples d'intervention plus spectaculaire peuvent être rapportés : — Bombage sur le parcours de la dernière étape du Tour de France. (Nixon maillot jaune de la terreur) et distribution de tracts le jour de l'arrivée au Château de Versailles.

— Bombage du 17^{ème} étage de l'immeuble de la gare Montparnasse avec collage massif sur le quartier et distribution de tracts y compris dans les trains.

D'autres villes comme Montpellier ont imprimé un numéro spécial de « Solidarité Indochine » diffusé chaque semaine par des « hommes sandwich » protestant contre le bombardement des digues de la RDVN.

La chute de lin piao



Mao Tsé-Toung,
Lin Piao,
et Chou En-Lai

La liquidation de Lin Piao marque la fin de la crise de la « Révolution Culturelle ». Elle signifie que les affrontements entre les différentes fractions de la direction du Parti Communiste Chinois ont tourné à l'avantage de Chou En-Lai.

A quoi tenait l'ascension de Lin Piao ?

Lin Piao devait sa carrière politique dans les hautes sphères principalement à Mao. Elle découle de la liquidation en 1959 de Peng Teh-huai, l'ancien ministre de la Défense, qui avait lancé les critiques les plus dures et les plus fondées contre les conceptions démentées de Mao en matière économique dans le cadre du « Grand Bond en Avant ». A cette époque, Mao battu et mis en minorité n'est défendu que par Lin Piao et Chou En Lai.

Néanmoins, dans sa débâcle, Mao marquera un point : Lin Piao succèdera à Peng The Huai au poste clé de ministre de la Défense. Et Liu Shao-chi sera l'arbitre éliminant Mao et Peng The Huai, les deux fractions rivales. Jusqu'à l'explosion de la « Révolution Culturelle », pendant plus de six années, il faudra remettre sur pied l'économie chinoise complètement désorganisée par le « Grand Bond en Avant ». Dans cette même période se forge l'axe fractionnel qui, au sein du Comité Central du PCC, va organiser le déclenchement de la « Révolution Culturelle ». Ce sont en effet les armées de Lin Piao qui encerclent Pékin et renversent Liu Shao-chi en 1966. C'est grâce à cette opération que peut être arrêtée l'équipe qui au sein du PCC, menait la critique la plus violente contre le culte de Mao : Peng chen, le maire de Pékin, Wu han et Teng-to, le premier vice-maire de Pékin et auteur de pièces de théâtre attaquant Mao et le second rédacteur en chef du « Quotidien du Peuple ».

Le contrôle assuré à Pékin, le problème est de l'étendre à tout le pays. Le Parti devant être démantelé, il est nécessaire de s'appuyer sur l'armée pour stopper les « excès » anti-bureaucratiques des étudiants et des ouvriers qui risquent d'atteindre Mao quand ils ont déjà pris pour cible Chou En-lai. Lin Piao saura remettre tout dans le droit chemin et établir par le canal de l'armée le pouvoir de Mao. Telle est la voie suivie qui l'a conduit au titre de « plus proche compagnon d'armes » du président Mao et l'a fait acclamer comme successeur du même (article des statuts du PCC adoptés au 9ème Congrès en 69).

Le cours actuel du gouvernement Chou En-lai.

La mise en place du gouvernement Chou En-lai, au soir même de la « Révolution Culturelle » a vu l'application d'une ligne politique cohérente dans son orientation droitiste sur le plan international. La conception centrale de cette politique est la volonté de tout subordonner au développement économique de la Chine quel qu'en soit le prix. Elle s'est vue renforcée au cours des années récentes par l'accumulation d'échecs de la part de la Chine dans ses tentatives de mettre sur pied des partis communistes à sa dévotion, par les défaites subies par nombre de mouvements et organisations révolutionnaires en

Afrique, en Asie, dans le monde arabe, sans oublier le désastre des organisations maoïstes en Europe occidentale ou en Amérique du Nord.

La réponse à cette situation est la systématisation par Chou En-lai d'une politique dont il s'était fait déjà l'avocat dans les années où comme ministre des Affaires Etrangères, il dirigeait la diplomatie chinoise. La politique d'Etat prime sur l'aide aux mouvements révolutionnaires. Les garanties et les preuves de cette orientation ont été fournies au cours des deux dernières années et récompensées par le concert des bourgeoisies internationales et par l'admission de la Chine à l'ONU.

Un élément a encore renforcé cette orientation : la définition par la direction chinoise de l'Union Soviétique comme ennemi principal impliquait pour le gouvernement Chou En-lai de briser sa politique d'encercllement et d'isolement de la Chine. Les mouvements et partis maoïstes en Asie n'ayant pu assumer cette tâche, c'est par d'autres moyens que la direction chinoise a cherché à la réaliser : ouverture diplomatique, échanges d'ambassades et surtout la visite de Nixon à Pékin, début 1972.

C'est à propos de cette orientation que l'affrontement fractionnel entre Lin Piao et Mao-Chou En-lai s'est produit. En recherchant un accord avec les Américains, ce qui est impossible avec les bureaucrates russes, Chou En Lai veut libérer un front. D'où, dans la foulée de cette politique, les sourires de Pékin à l'adresse de la Thaïlande, de la Birmanie, de la Malaisie et même de l'Indonésie. Ainsi quand l'Union Soviétique propose l'internationalisation du détroit de Malacca afin de faire circuler librement sa flotte dans tout l'Océan Indien, la Chine s'y oppose comme elle le fait systématiquement à l'égard de toute initiative soviétique et prend position en faveur des intérêts de l'Indonésie et de la Malaisie dont les gouvernements militaires ont traité par le feu les partis communistes dépendants de Pékin dans leur propre pays.

Pourquoi Lin Piao a-t-il été liquidé ?

Selon les traditions de Mao en matière de direction et de gouvernement, l'autocratie a présidé à la mise en place de cette orientation. Or, Lin Piao a toujours défendu une ligne « dure » en matière de lutte contre l'impérialisme. C'est avec l'accord de Mao qu'il fit paraître au cours des années 60-66, quand Mao était sans pouvoir, des articles et éditoriaux défendant la conception de l'encercllement des villes par les campagnes, des métropoles impérialistes par la zone des tempêtes (la révolution coloniale). Lin Piao insista aussi fortement pour l'application dans l'armée des conceptions de Mao qu'il partageait : la primauté de la vertu révolutionnaire, du facteur idéologique, spirituel, sur le professionnalisme, le facteur technique et matériel, ce qui équivalait aussi à rappeler les principes de la guérilla paysanne telle que la pratiquent les mouvements et partis pro-Pékin dans différentes régions d'Asie notamment. Avant la « Révolution Culturelle », Lin Piao en tant que ministre de la Défense

mettra en place des milices populaires dont le nom ne doit pas faire oublier qu'elles furent, au moment de la désagrégation du PCC, le fer de lance de Mao pour devenir ensuite la force de répression des authentiques rebelles révolutionnaires ouvriers et étudiants.

Au soir de la « Révolution Culturelle », l'appareil d'Etat reconstruit l'était autour de l'armée de Lin Piao et une partie considérable de la bureaucratie dirigeante rétablie était composée de militaires liés à Lin Piao.

Le PCC, à l'image de sa direction, ne fonctionne pas comme une organisation démocratique. L'histoire de ses vingt cinq dernières années est truffée d'intrigues, d'apparitions de cliques opposées, avec leur réseau de clientèles politiques propres. Lin Piao avait la sienne dans l'armée. Chou en avait une autre dans l'administration étatique rebâtie après 69. C'est que la direction chinoise reposait sur deux piliers : l'un l'armée, l'autre le parti ou la bureaucratie administrative, imbriqués l'un dans l'autre. Or, c'est l'armée qui possédait la plus grande cohésion, renforcée par son rôle prédominant et victorieux dans la « Révolution Culturelle ». Au cours de l'année 71, on a assisté à la liquidation de toute la direction de l'armée que Lin Piao avait mise en place (voir « Rouge » N° 133 du 20/11/71 : « La disparition du plus proche compagnon d'armes »). L'opposition Lin Piao-Chou En-lai s'est soldée bureaucratiquement à l'avantage du second. Cela signifie en clair que Mao a tourné sa veste après le 9ème Congrès du PCC et pris fait et cause pour la ligne Chou En-lai comme l'a prouvé la série de poignées de mains qu'il a accordées à Yahya Kahn, à Hailé Sélassié, à Nixon et autres tueurs impérialistes. Le pouvoir et le prestige personnel de Mao ont permis de renverser le rapport de forces, d'isoler Lin Piao, acculé à se défendre ou à fuir, en fait à disparaître. Il faudra attendre encore un certain nombre de mois pour connaître le cheminement exact de cette dernière manifestation de lutte fractionnelle au sein de la direction chinoise.

En guise de conclusion

Ces intrigues et liquidations ne servent nullement les intérêts de la révolution internationale. Les maoïstes le savent bien qui se trouvent dans une situation politique et morale insupportable, ridicules à force d'avaler des couleuvres de plus en plus énormes et indigestes. On ne peut identifier sans cesse un homme à son passé, aussi positif soit-il. Et que les apologètes de la direction chinoise qui ont nom K.S. Karol, Macciochi, etc... et participent à la mystification nous disent ce qu'ils ressentent à la vue de ce jeu de massacre.

En ce qui nous concerne, les positions et analyses de la Quatrième Internationale sur la Chine ont été confirmées par la direction chinoise elle-même ! Un seul remède à la situation en Chine : la révolution politique, le renversement de la bureaucratie par le peuple en armes, l'installation de la dictature du prolétariat.

■ Gérard Vergeat.

soutenez rouge abonnez vous

Abonnements un an : 50 numéros six mois : 25 numéros

	FRANCE	ETRANGER	
un an, pli ouvert	65 F	80 F	PAR AVION écrire à Rouge
....., pli fermé	130 F	160 F	
six mois, pli ouvert	33 F	40 F	pour tout changement d'adresse joindre 1fr50 et la dernière bande
....., pli fermé	66 F	80 F	

rouge

10, Impasse
Guéméné
Paris 4e
CCP 250-43-88
Paris.

Je désire m'abonner à ROUGE

(ECRIRE EN MAJUSCULES S.V.P.)

NOM

PRENOM

ADRESSE